

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

CYCLE DE
PROGRAMME HUMANITAIRE
2023
PUBLIÉ EN JANVIER 2023



À propos

Ce document est consolidé par OCHA pour le compte de l'Équipe humanitaire pays et des partenaires de la communauté humanitaire en République Démocratique du Congo. Il présente une analyse commune de la crise, notamment des besoins humanitaires les plus pressants et du nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle permettant d'alimenter la planification stratégique conjointe de la réponse.

Les désignations employées et le contenu du présent rapport ne signifient pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville, d'une zone ou de leurs autorités, ni concernant la délimitation de leurs frontières ou limites.

PHOTO DE COUVERTURE

Bunia, Ituri, août 2022

Une personne déplacée dans un site de la ville de Bunia

Crédit : OCHA/Wassy Kambale

Pour les plus récentes mises à jour



OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes affectées par une crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. OCHA s'efforce de surmonter les obstacles empêchant l'assistance humanitaire d'atteindre les personnes affectées par des crises et est le chef de file dans la mobilisation de l'assistance et des ressources pour le compte du système humanitaire.

www.unocha.org/drc

twitter.com/UNOCHA_DRC



Le site "ReliefWeb Response" fait partie de l'engagement d'OCHA envers la communauté humanitaire pour s'assurer que les informations pertinentes en cas d'urgence humanitaire sont disponibles pour faciliter la compréhension de la situation et la prise de décision.

<https://response.reliefweb.int/democratic-republic-congo>

Humanitarian Action

ANALYSING NEEDS AND RESPONSE

Le site « Humanitarian Action » fournit une vue d'ensemble sur le monde humanitaire, présentant des tendances globales ainsi que l'ensemble des plans humanitaires de l'année à venir. Humanitarian Action sert également de plateforme de publication pour les données de planification, de suivi de la réponse, et de suivi financier de chaque plan de réponse. Il permet aux utilisateurs de bénéficier de données mises à jour tout au long de l'année, à mesure que les équipes actualisent leur analyse des besoins et leurs plans d'intervention.

<https://www.humanitarianaction.info>



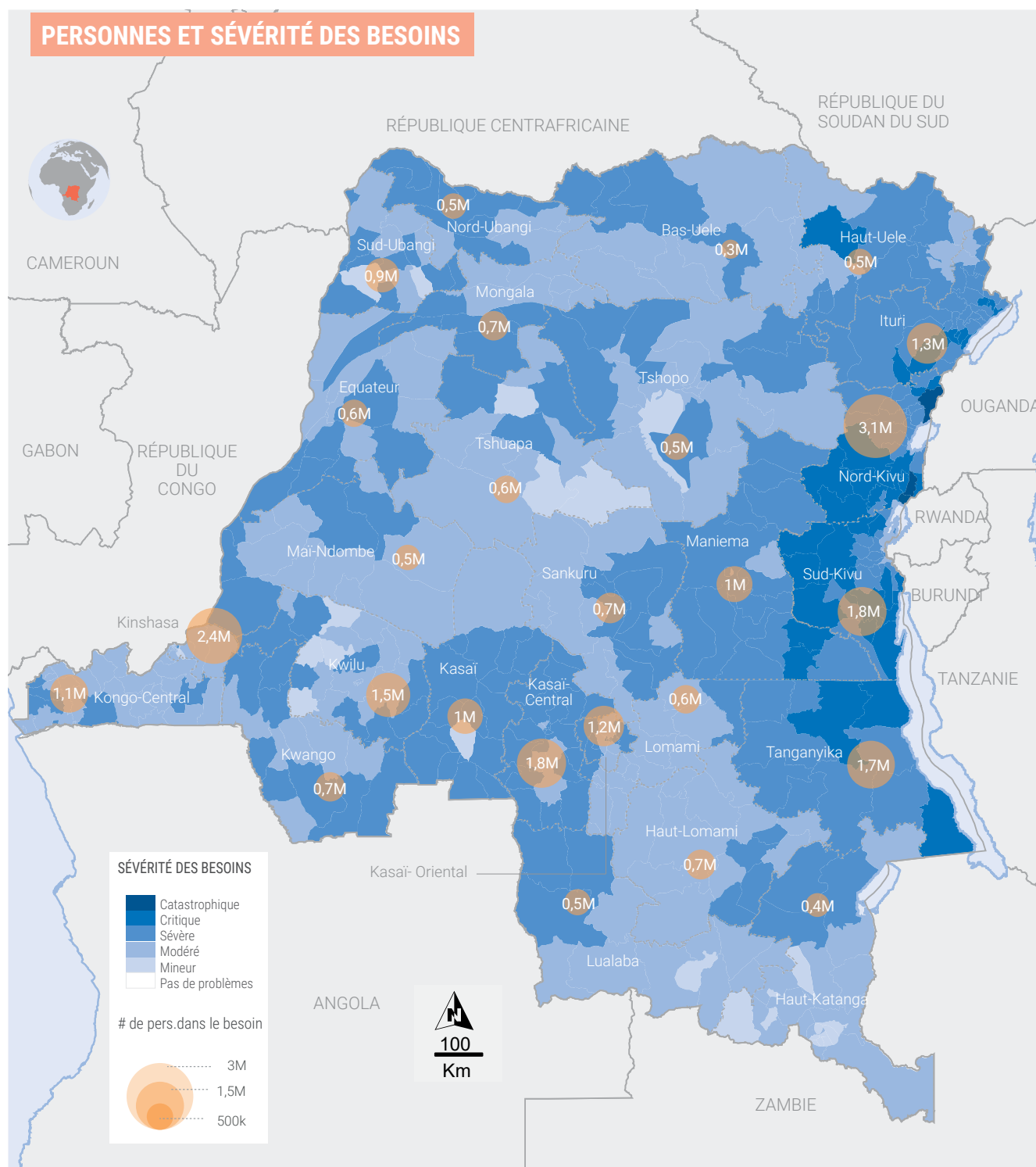
Le FTS, géré par OCHA, est le premier fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire dans le monde et un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en faisant ressortir les lacunes et les priorités et en contribuant ainsi à l'efficacité et à l'efficience d'une assistance humanitaire fondée sur des principes.

<https://fts.unocha.org/appeals/919/summary>

Table des matières

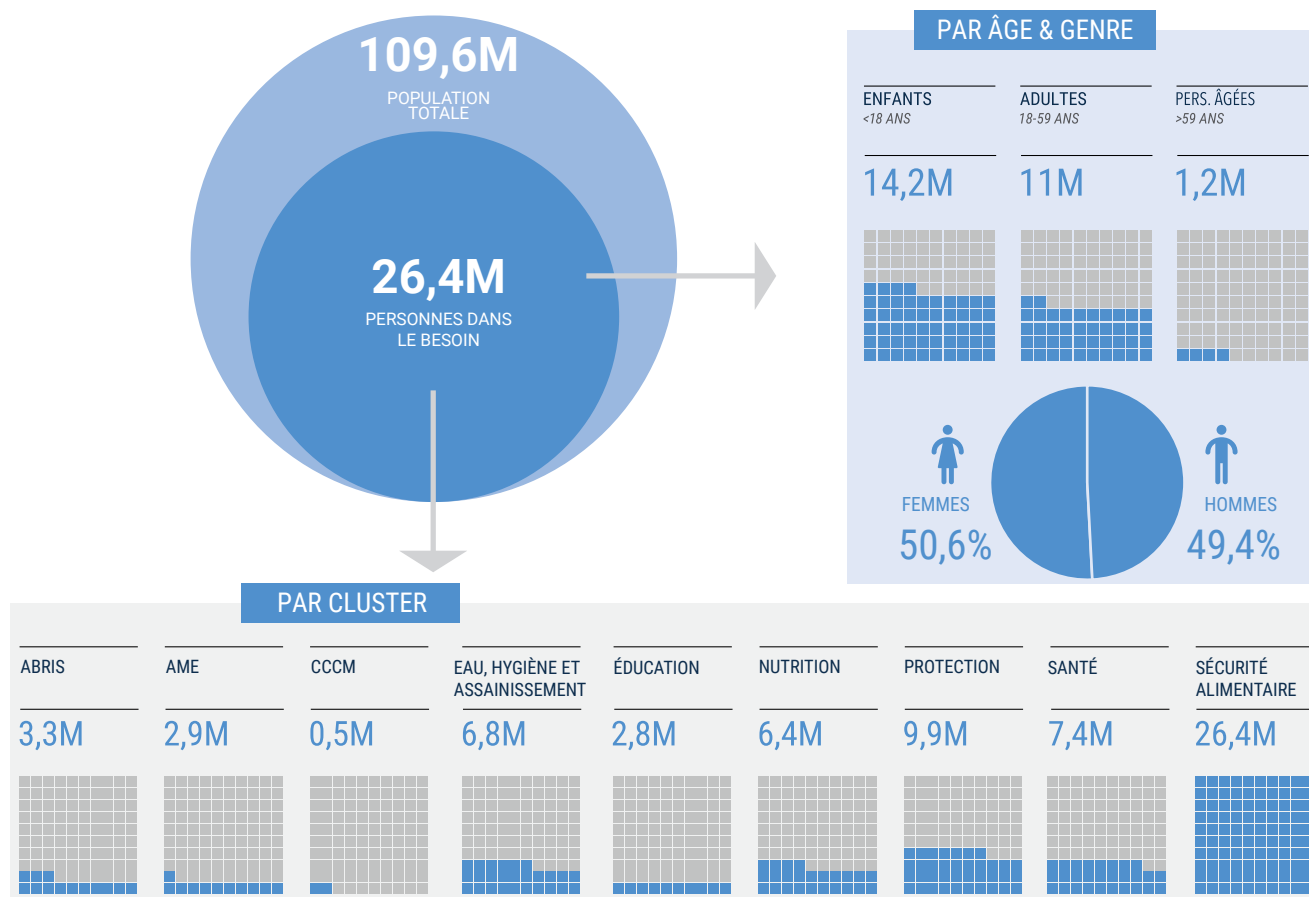
4	Résumé des besoins humanitaires
6	Partie 1 : Impact de la crise et conditions humanitaires
	1.1 Contexte de la crise
	1.2 Chocs et impact de la crise
	1.3 Calendrier des événements
	1.4 Sévérité des besoins par groupes de population
	1.5 Perceptions des populations affectées
	1.6 Impact sur les systèmes et les services
	1.7 Impact sur l'accès humanitaire
35	Partie 2 : Analyse des risques et suivi de la situation et des besoins
	2.1 Analyse des risques
	2.2 Suivi de la situation et des besoins
41	Partie 3 : Aperçu des besoins sectoriels
	3.1 Abris/Articles ménagers Essentiels (AME)
	3.2 Coordination / Gestion des Camps (CCCM)
	3.3 Eau, Hygiène et Assainissement
	3.4 Education
	3.5 Nutrition
	3.6 Protection
	3.7 Santé
	3.8 Sécurité alimentaire
	3.9 Assistance multisectorielle aux personnes réfugiées
50	Partie 4 : Annexes
	4.1 Méthodologie
	4.2 Acronymes
	4.3 Notes finales

Résumé des besoins humanitaires

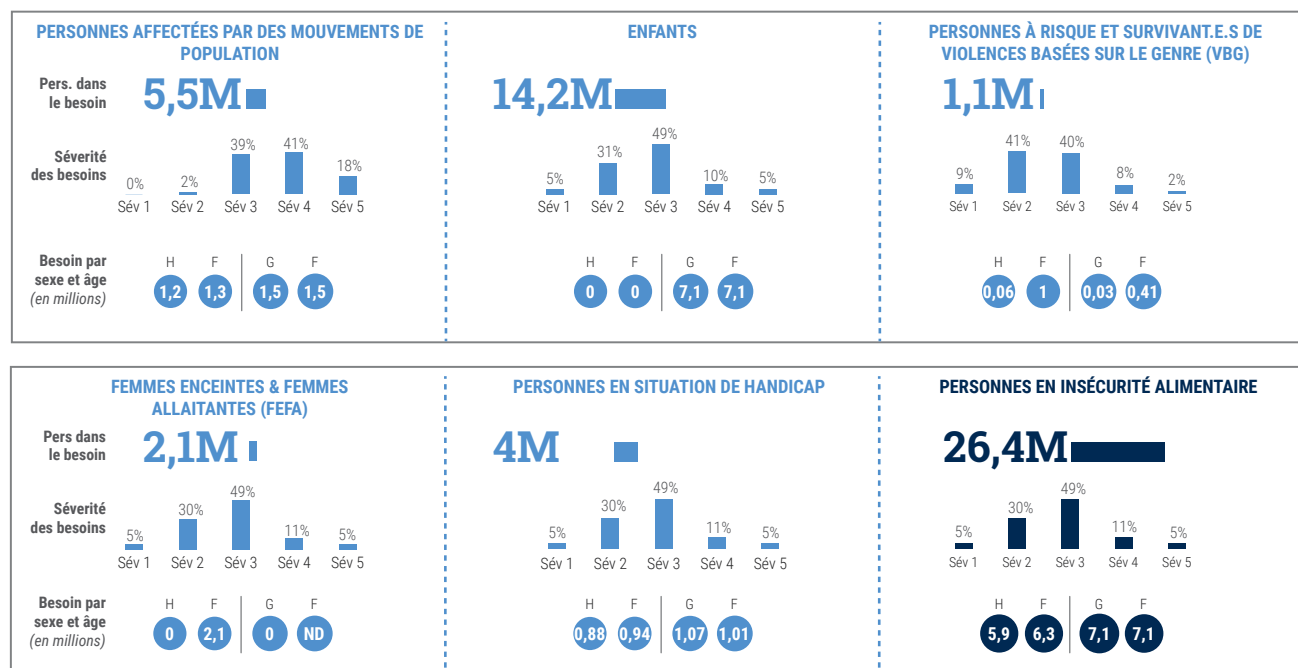


Les appellations employées dans le rapport et la présentation des différents supports n'impliquent pas d'opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni de la délimitation de ses frontières ou limites géographiques.

Estimation du nombre de personnes dans le besoin (2023)



Sévérité des conditions humanitaires et nombre de personnes dans le besoin



Partie 1:

Impact de la crise et conditions humanitaires



BUNIA/ITURI, AOÛT 2022

Un enfant déplacé par la crise affectant le centre de l'Ituri dans un site de déplacés à Bunia.

Photo : OCHA/Wassy Kambale

1.1

Contexte de la crise

L'année 2022 a été marquée par plusieurs processus politiques dans un contexte sous régional complexe et tendu, et un contexte national marqué par la présence et activités de plusieurs groupes armés non étatiques dans l'est du pays, notamment la réémergence au Nord Kivu du groupe M23.

La persistance des conflits armés et intercommunautaires a entraîné un bilan humain lourd dans le pays, particulièrement dans l'est. Sur plus de 5,7 millions de personnes déplacées en RDC, plus de 80 % sont dus à des attaques et affrontements armés, 97 % ont eu lieu dans l'est du pays et au moins 2 millions de personnes ont fui leurs maisons depuis janvier 2022. Les femmes et les filles sont les premières victimes des crises humanitaires. Outre le maintien de l'état de siège, initialement déclaré en mai 2021, au Nord-Kivu et en Ituri, le gouvernement a renforcé la coopération militaire régionale avec une poignée de pays voisins pour lutter contre les groupes armés. Au niveau politique, plusieurs avancées ont eu lieu dans la préparation des élections prévues en 2023. Au niveau socio-économique, malgré une croissance à la hausse et des efforts en termes de politiques publiques, la majorité de la population congolaise reste confrontée à la pauvreté, un taux de chômage élevé, surtout parmi les jeunes, et un accès limité aux services et infrastructures de base qui sont très précaires.

Contexte politico – sécuritaire

Un contexte pré-électoral entre consolidation démocratique et risque d'instabilité

L'année 2022 a été marquée principalement par la [préparation des prochaines élections présidentielles, législatives et locales prévues en 2023](#). Plusieurs étapes clés du processus ont eu lieu, dont la promulgation de la nouvelle loi électorale, la publication du calendrier électoral avec l'élection

présidentielle fixée au 20 décembre 2023 et la nomination d'un nouveau président de la Cour Constitutionnelle. La CENI a reçu environ 1,7 million de cartes d'électeurs, ainsi que du matériel logistique en vue de former son personnel¹. Elle a également lancé une campagne d'information et de sensibilisation à Kinshasa avant le début de l'enrôlement des électeurs qui a démarré le 24 décembre 2022. Dans sa feuille de route, la CENI a signalé que [l'organisation du scrutin pourrait se heurter à plusieurs contraintes](#) notamment politico-sécuritaires, financières, techniques et logistiques. Dans un contexte de tensions et de polarisation politique grandissante, la publication du calendrier électoral a été contestée par certains acteurs de l'opposition et de la société civile, menant parfois à des discours très violents. Plusieurs rapports ont fait état de cas de [restrictions de l'espace démocratique et des libertés](#), d'abord en 2020 dans le cadre de l'état d'urgence mis en place par le gouvernement pendant la pandémie de COVID-19, et depuis mai 2021 avec l'état de siège déclaré dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, avec le transfert des compétences civiles aux autorités militaires. Dans ce contexte, les élections représentent un enjeu majeur puisqu'elles ont le potentiel de consolider le processus pacifique et démocratique initié depuis la dernière transition présidentielle, en 2018. Un processus électoral qui ne consoliderait pas les acquis de la dernière élection constituerait un recul pour le pays.

Nouvelles crises sécuritaires et persistance des conflits armés et intercommunautaires

En RDC, les conflits armés et intercommunautaires s'articulent principalement autour de l'accès à la terre et aux ressources naturelles, des mobilisations identitaires, et des tensions pour l'accès ou l'exercice du pouvoir politique ou coutumier. L'abondance de richesses naturelles, la porosité des frontières et la prolifération des armes légères ont enraciné un phénomène de banditisme à haute échelle et

d'insécurité généralisée, contribuant à l'augmentation du nombre de groupes armés et à la formation d'intérêts privés et régionaux. Les conflits sont aussi favorisés par de nombreux autres facteurs, entre autres, l'absence d'autorité de l'État dans certaines zones, le taux très élevé de chômage (notamment des jeunes) et la persistance de l'impunité qui crée des frustrations au sein des communautés et alimentent les conflits.²

L'année 2022 a été marquée par une [persistance des violences des groupes armés dans les provinces en conflit](#).³ Selon les dernières données disponibles, plus de 120 groupes armés sont actifs dans les provinces du [Nord-Kivu, Sud-Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika](#).⁴ De janvier à juin 2022, le BCNUDH a documenté 3 471 violations et atteintes aux droits de l'homme dont 90% commises dans des zones en conflit armé. La majorité – 60% – a été commise par des groupes armés, et 20% par les forces étatiques. Dans les zones en conflit, le BCNUDH a documenté 1 505 victimes d'exécution sommaire et extrajudiciaire, soit une augmentation de 15% par rapport au semestre précédent.

Au **Nord-Kivu** la situation sécuritaire a été particulièrement marquée par la résurgence, en novembre 2021, du groupe M23 qui avait été dissous après un accord de paix signé avec le Gouvernement en 2013.⁵ Les violences se sont intensifiées depuis mars 2022 et ont empiré depuis octobre 2022. Le redéploiement des FARDC vers le front de Rutshuru semble avoir engendré une hausse des attaques menées par les groupes armés contre les civils dans les autres territoires du Nord-Kivu et dans l'Ituri.⁶ Selon une enquête préliminaire du BCNUDH et de la MONUSCO, au moins 131 civils ont été tués les 29 et 30 novembre à Kishishe et Bambo, deux villages du territoire de Rutshuru, en représailles à des affrontements avec des groupes armés. Les victimes ont été exécutées arbitrairement par balles ou à l'aide d'armes blanches. Huit personnes ont été blessées par balles et 60 autres enlevées. Au moins 22 femmes et cinq filles ont été violées.⁷ L'activité accrue des groupes armés s'est aussi traduite par une multiplication des points de contrôle et de taxes illégaux, des arrestations arbitraires, des enlèvements, et des violations majeures des droits de l'homme.

En **Ituri**, le conflit intercommunautaire dans les territoires de Djugu et par extension, à Mahagi a persisté. Plus au sud, dans les territoires d'Irumu et de Mambasa, les populations civiles ont connu une augmentation considérable d'attaques depuis avril 2022 par un groupe armé basé habituellement au Nord-Kivu, alors même que le territoire de Mambasa était jusqu'ici une zone considérée comme relativement calme. Dans les territoires de Djugu et d'Irumu, une baisse d'incidents de protection – de juillet à septembre 2022 – a été rapportée à la suite du compromis signé en juin 2022 entre le gouvernement provincial et trois groupes armés relatif au respect des droits de humains. La situation s'est de nouveau détériorée depuis le mois octobre 2022.

Depuis mars 2021, la province du **Sud-Kivu** connaît continuellement des incidents sécuritaires, notamment dans les Hauts-Plateaux de Fizi, Mwenga, Uvira et dans le territoire de Kalehe, notamment des attaques et des actes de criminalité des groupes armés fuyant les opérations militaires. Il y aurait également des alliances entre les groupes armés actifs dans le territoire de Shabunda pour résister aux avancées des FARDC.⁸ Depuis l'arrivée d'un contingent de l'armée burundaise en août, les opérations conjointes avec les FARDC dans le secteur d'Itombwe auraient entraîné une diminution des incidents de protection et encouragé la reddition à d'éléments armés.⁹ Cependant, dans le territoire de Kalehe, des risques de résurgences de violences intercommunautaires sont signalés. La province voisine du Maniema, est relativement plus calme, mais des groupes armés se disputent les zones minières.

Au **Tanganyika**, des progrès conséquents ont été notés depuis le premier semestre sur le plan sécuritaire dans plusieurs territoires, et les crises sont maintenant confinées aux zones de santé de Kalemie (conflit intercommunautaire), Kiambi (conflit armé avec un groupe armé), Nyemba, Nyunzu, Kongolo, Mbulula (activités des groupes armés autour des sites miniers à la limite avec les provinces du Maniema et du Sud-Kivu). Il convient par ailleurs de noter l'accroissement du banditisme dans les centres à forte densité comme dans les villes de Kalemie, Kongolo et Manono.

Dans la région des **Kasaï**, les conflits intercommunautaires causés par la compétition accrue autour de l'accès au pouvoir politique et coutumier, ainsi que par des tensions pour le contrôle des ressources économiques et foncières ont persisté au courant de l'année 2022. La circulation d'armes et le manque de réinsertion et intégration d'anciens miliciens constituent des facteurs aggravants qui menacent la paix dans cette zone. La persistance de la criminalité et l'érection de barrières illégales contribuent également à alimenter les tensions intercommunautaires et une défiance envers l'État.¹⁰

Dans la province du **Maï-Ndombe**, à l'ouest du pays, une nouvelle crise a émergé, avec des affrontements intercommunautaires violents dans le territoire de Kwamouth depuis le mois de juin 2022.¹¹ Ces affrontements seraient principalement liés à des problématiques foncières et des redevances coutumières. Ces violences se sont progressivement étendues aux provinces voisines du Kwilu et Kwango, avec des premiers frémissements à Kinshasa. En effet, début décembre 2022 une attaque d'assaillants venus de Kwamouth a eu lieu à Maluku, une des 24 communes de la ville-province de Kinshasa, située à 150 km de la zone initiale de conflits. Cette zone n'avait pas connu d'épisodes de violences depuis la crise du territoire voisin de Yumbi en 2018, et n'était jusqu' alors pas considérée à risque de détérioration.

Coopération régionale accrue face aux groupes armés

Face à la détérioration de la situation sécuritaire en RDC et aux tensions subséquentes entre certains pays de la région, des efforts diplomatiques et militaires ont été mis en place. Le [processus de Nairobi](#) a été lancé en avril 2022 en marge de la cérémonie d'adhésion de la RDC à la Communauté d'Afrique de l'Est (CEA), facilité par Uhuru Kenyatta, alors Président du Kenya, en sa qualité de Président de la CEA. Il comporte deux volets : (i) un volet politique impliquant des consultations entre le Gouvernement congolais et les groupes armés ; et (ii) un volet militaire impliquant le déploiement d'une force régionale conjointe de la CEA. Concernant le [volet politique](#), plusieurs étapes de [consultations avec les groupes armés, les représentants des communautés et la société civile](#) ont lieu à Nairobi (avril) mais aussi au Nord-Kivu, en

Ituri, et au Sud-Kivu (mai). Tous les groupes armés de la RDC ont été invités à participer sans condition au processus politique. Alors que tous les groupes armés étrangers à déposer les armes et à retourner sans condition et immédiatement dans leurs pays d'origine respectifs. Lors des plus récentes consultations organisées en novembre à Nairobi, les participants se sont notamment accordés sur l'arrêt des hostilités ainsi que la libération des enfants soldats et la facilitation de l'accès à l'aide humanitaire. D'autres réunions sont prévues en janvier 2023 à Goma et Bunia pour évaluer les avancées et commencer des engagements pour la paix à moyen et long terme.

Pour ce qui est du [volet militaire](#) du processus de Nairobi, la force conjointe de la [CEA – Burundi, Kenya, Soudan du Sud, Tanzanie et Ouganda](#) – doit opérer dans quatre provinces congolaises (Haut-Uélé, Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu) sous la direction d'un commandant kenyan, avec un mandat de six mois renouvelables. En novembre, le quartier général de la force a été installé à Goma, et un bataillon kenyan déployé sur place. Actuellement les Forces de défense nationale du Burundi (FDNB) opèrent au Sud-Kivu. Les Forces de défense populaires de l'Ouganda (UPDF) se trouvent au Nord-Kivu et en Ituri au titre d'accords bilatéraux, et un bataillon devrait être prochainement déployé dans le cadre de la force régionale.¹³ Selon certains analystes, le déploiement de différentes forces armées sous mandat de coopération bilatérale ou régionale comporte un risque de non-coordination et de compétition d'intérêts distincts, qui pourrait déstabiliser davantage la situation sécuritaire. [Une étroite collaboration entre FARDC, MONUSCO et la force régionale est d'une importance capital.](#)

Parallèlement au processus de Nairobi, un sommet tripartite organisé le 06 juillet 2022 entre la RDC le Rwanda, et l'Angola (dans le rôle de médiateur) a conduit à l'adoption de la [feuille de route de Luanda, qui vise à pacifier l'est de la RDC et à désamorcer les tensions entre la RDC et le Rwanda](#). La feuille de route comprend, entre autres dispositions, une cessation des hostilités et le retrait immédiat du M23 des positions qu'il occupe ; la création d'un mécanisme ad hoc dirigé par un général angolais, chargé de vérifier les accusations mutuelles de soutien à des groupes armés

non étatiques ; et la reconduction de la commission permanente et des équipes de renseignement mixtes des deux pays. Elle prévoit aussi un mécanisme de consultation entre le processus de Luanda et le processus de Nairobi ainsi que des mesures visant à relancer l'Accord cadre pour la paix, la sécurité et la coopération. Il a également été convenu de trouver une solution à l'escalade des discours de haine à l'encontre des Rwandais et des rwandophones en RDC.¹⁵ La mise en œuvre de cette feuille de route se poursuit, et a fait l'objet de plusieurs rencontres subséquentes, dont un mini-sommet en novembre, durant lequel il a notamment été convenu de [coordonner les efforts déployés dans le cadre des processus de Luanda et de Nairobi](#).¹⁵

En outre, le Programme de Désarmement Démobilisation Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRCS) lancé en avril 2022 suscite beaucoup d'espoir. L'approche de ce programme se focalise sur le retour d'anciens combattants dans leurs communautés et non sur leur réintégration dans l'armée. Ce programme repose sur cinq piliers majeurs : (i) résolution des conflits ; (ii) restauration de l'autorité de l'État et la sécurité ; (iii) relèvement économique et réintégration communautaire ; (iv) stabilisation, développement économique et social ; et (v) communication et sensibilisation à l'Est de la RDC.¹⁶ Après la validation du Plan opérationnel national du P-DDRCS au mois d'août, des plans opérationnels provinciaux ont été développés pour l'Ituri, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, le Tanganyika, et le Maniema.¹⁷ Une première phase pilote prévoit plusieurs projets en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, avec un focus sur le dialogue à court-terme et des activités de travail contre rémunération (mise en œuvre par l'Organisation Internationale pour les Migrations). La planification d'une deuxième phase est en cours avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), notamment des activités à moyen terme qui s'appuieront sur les acquis de la première phase de dialogue et cibleront les moteurs du conflit en donnant la priorité aux préoccupations des communautés.¹⁸

Poursuite du retrait progressif de la MONUSCO

Conformément à la stratégie conjointe de retrait progressif et échelonné adoptée depuis 2020

(résolution 2556),¹⁹ la MONUSCO s'est retirée du Tanganyika en juin 2022 et a maintenu une présence dans trois provinces, l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Le plan de transition s'appuie sur 18 jalons et indicateurs dont l'évaluation régulière doit déterminer le rythme de la transition.²⁰ À la suite de la fermeture de l'antenne de la Mission au Tanganyika en juin 2022, les autorités locales, les agences, fonds et programmes des Nations Unies et d'autres parties prenantes dans la province ont élaboré un plan de travail conjoint pour la province du Tanganyika en vue de préserver les acquis, en particulier en termes de protection et droits humains, stabilisation, appui aux institutions de l'État, et opérations et communication stratégique.²¹

Les modalités et le calendrier précis pour la suite du retrait de la Mission sont en discussion, influencés en temps réel par la situation sécuritaire à l'Est de la RDC, les dynamiques locales, le contexte politique et pré-électoral dans le pays et les processus institutionnels entre la MONUSCO, l'Équipe pays des Nations Unies et les autorités.²² Il faut noter que des manifestations violentes anti-MONUSCO ont eu lieu à Beni, Butembo et Goma en juillet 2022 faisant plusieurs morts parmi les manifestants et les casques bleus, signe d'une « crise de confiance » entre la Mission et une partie de la population à l'Est.²³ Le Chef de l'État a ensuite affirmé que le retrait total de MONUSCO devrait se faire avant fin 2024.²⁴ En novembre, le Premier Ministre congolais a présidé une réunion, tenue avec la MONUSCO et des membres du Gouvernement, visant à donner suite à la demande de réévaluation du plan de transition formulée par le Président. Il a été décidé de poursuivre les consultations dans le cadre d'un groupe de travail conjoint.²⁵ Certains observateurs estiment que plusieurs scénarios de transitions restent possibles : (i) retrait rapide ; (ii) « phasing-out long » ; (iii) évolution du mandat » et (iv) un maintien de stocks et d'installations permettant un redéploiement rapide de forces dédiées en attente.²⁶

Le 20 décembre, le Conseil de Sécurité a renouvelé pour un an le mandat de la MONUSCO, et supprimé l'obligation de notification prévue par le régime de sanctions applicables en RD-Congo s'agissant de

l'envoi d'armes et de matériel militaire.²⁷ La priorité de la Mission est donnée à la protection des civils, c'est-à-dire prévenir, dissuader et empêcher les groupes armés et les milices locales de se livrer à des violences et mener des offensives pour les neutraliser. La Mission va aussi offrir ses bons offices et son appui au gouvernement pour promouvoir les droits humains, en particulier civils et politiques, et lutter contre l'impunité.

Contexte socioéconomique

Des performances macroéconomiques encourageantes

La tendance est positive avec une croissance économique qui devrait se situer à 6,6%, essentiellement grâce au dynamisme du secteur minier.²⁸ La production de cuivre et de cobalt a augmenté de 36%, et celle de cuivre dépasse les deux millions de tonnes à la fin de l'année 2022. La numérisation progressive du système fiscal a augmenté les recettes du PIB de 16% en 2022, les réserves de change s'élèvent à environ 4 milliards USD et le taux de change est stable. Le nouveau budget approuvé pour 2023 s'élève à 16 milliards USD, soit une augmentation de 45% par rapport à 2022, une hausse essentielle pour financer les réformes stratégiques nécessaires.

Une société jeune, affectée par des multiples inégalités et une pauvreté extrême

La population de la RDC est estimée à plus de 109 millions de personnes en 2023, sur un espace géographique de 2,3 millions de kilomètres carrés. Selon les estimations, près de 6 citoyens sur 10 ont moins de 18 ans en 2022.²⁹ L'espérance de vie à la naissance s'est largement améliorée sur les dernières années : de 52 ans en 1990 à 63 ans en 2020, soit une augmentation de 11 années en 30 ans.³⁰ L'indice de capital humain de la RDC indique qu'un enfant né en RDC aujourd'hui ne réalisera à l'âge adulte que 37% du potentiel productif qu'il aurait pu atteindre s'il avait bénéficié d'une scolarisation complète et de conditions de santé optimales durant ses premières années de vie.³¹

En 2022, la RDC se place au 179^e rang sur 191 pays en termes d'indice de développement humain, avec un score plus faible qu'en 2020.³² Près de 64% des

Congolais, vivent avec moins de 2,15 dollars par jour.³³ Avec 60 millions de Congolais vivant dans l'extrême pauvreté, la RDC est le deuxième pays du continent en ce qui concerne le nombre de personnes extrêmement pauvres. Ces personnes sont largement concentrées dans le centre et le nord-ouest du pays.³⁴ Il est estimé que le nombre de personnes considérées comme pauvres augmente de 1,5 million chaque année, du fait de la forte pression démographique et d'une faible redistribution des bénéfices de la croissance.³⁵

Des études comme celle de la Commission économique pour l'Afrique des Nations-Unies³⁶ ont montré que les guerres en RDC ont eu un impact direct sur la contraction du PIB par habitant dans les périodes intenses de conflit. En fonction de leur degré d'intensité, les conflits les plus intenses provoquent la destruction du capital humain et physique important et entraînent des coûts plus élevés et plus durables en freinant les investissements, les échanges et la productivité. A ce jour, même si le coût des multiples conflits n'est pas chiffré, ces derniers contribuent à maintenir la RDC en état de sous-développement.

Les conséquences de la crise provoquée par la pandémie mondiale de COVID-19 sont visibles, plus de deux ans après le début de la crise : pauvreté exacerbée, insécurité alimentaire en hausse, vulnérabilité des ménages accrue. Ceci est notamment dû à une perte d'emploi importante durant la pandémie : entre 10% et 25% selon les zones du pays. Les femmes ont été proportionnellement plus touchées par cette problématique.³⁷ De manière générale, les enfants sont particulièrement affectés par la pauvreté : 40 millions d'enfants (soit près de 75%) en RDC sont en situation de pauvreté multidimensionnelle,³⁸ c'est-à-dire qu'ils subissent des privations en termes de santé, de nutrition, d'éducation, de protection, de logement, d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Les disparités géographiques sont très fortes, cette pauvreté affectant des enfants est deux fois plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines et affecte disproportionnellement les jeunes filles entre 15 et 17 ans, surtout celles étant déjà mariées.³⁹

Une inflation inquiétante pour le bien-être des ménages, et surtout ceux des plus pauvres

La RDC est fortement tributaire de l'extraction de minerais, dont le cuivre et le cobalt constituent 80% des exportations. Néanmoins, malgré son potentiel agricole, le pays reste un importateur net de denrées alimentaires, et sa dépendance l'expose **aux chocs externes** tels que une résurgence de pandémie, une augmentation des conflits internationaux, et des dérèglements climatiques.⁴⁰

Le pays est également vulnérable à **la volatilité des prix et à la demande mondiale des produits de base**. Les conséquences de la guerre en Ukraine se font sentir sur l'inflation et le bien-être des ménages, la hausse des coûts alimentaires mondiaux et des prix du pétrole semblent exercer une pression sur l'inflation (taux de 13% annualisé au mois d'octobre 2022 selon l'Institut National de Statistiques)⁴¹ et sur la consommation des ménages. Dans ce contexte des difficultés d'approvisionnement et de hausse des prix, le Panier de Dépenses Minimum (MEB) - mis en place en 2021 dans le cadre de la réponse humanitaire - a enregistré une augmentation de 27% entre janvier et octobre 2022. Selon les données de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM) mise en œuvre par le Cash Working Group et l'organisation REACH, le coût médian du MEB est passé de 249 700 FC à 316 079 FC (\$US122,22 à \$US153,45) entre janvier et octobre 2022. Composante essentielle du MEB, le panier alimentaire constitue la principale source de cette augmentation avec 47% de variation sur la même période.

Accès toujours inéquitable aux services et infrastructures de base, malgré quelques progrès

Malgré les immenses réserves d'eau de la RDC (50% du continent africain), **seulement 52% de la population a accès à un point d'eau amélioré, et 29% à des installations sanitaires améliorées**. De même, en dépit des efforts pour opérationnaliser le plan stratégique de couverture santé universelle (CSU) adoptée en décembre 2021, **l'accès aux soins de santé reste très limité** : la moitié de la population n'a pas accès à des soins de santé de qualité,⁴² classant la RDC au 39^e rang sur le continent africain en 2019, en recul par rapport à la décennie précédente.⁴³ En termes de santé, **la RDC est l'un des pays au monde où la mortalité infantile**

est la plus élevée (70 pour 1000 naissances vivantes), notamment du fait de la faible couverture vaccinale à travers le pays : 20% des nourrissons de 12 à 23 mois n'ont reçu aucun vaccin, et la moitié a reçu un schéma vaccinal incomplet.

Concernant l'éducation, quelques progrès ont été réalisés au cours des deux dernières décennies [hausse de 57,5% des enfants scolarisés au niveau primaire de 2011-2012 à 2019-2020 – Rapport d'état du système éducatif national⁴⁴ (RESEN)], mais 7 millions d'enfants de 5 à 17 ans ne sont pas scolarisés⁴⁵ et **environ 4 millions d'enfants de 6 à 11 ans sont toujours en dehors des circuits d'enseignement, soit près d'un enfant sur cinq de ce groupe d'âge. Des fortes inégalités existent en fonction du milieu socioéconomique** (seuls 64,9% des enfants du quintile le plus pauvre fréquentent le niveau primaire contre 93,9% des enfants du quintile le plus riche). **Les réalités sont aussi très différentes d'une province à une autre** : dans la province de Kinshasa, 9 enfants sur 10 achèvent l'école primaire, contre 4 enfants sur 10 dans la région du Kasai Central.⁴⁶ Les ménages pauvres donnent souvent **la priorité à l'éducation des garçons**, qui est perçue comme un meilleur investissement, alors que les filles sont fréquemment retirées de l'école pour réaliser les tâches domestiques, ou contribuer aux revenus du ménage. En outre, il faut souligner que ces chiffres ne reflètent que partiellement la réalité, puisque **seul un enfant sur cinq issu du quintile le plus pauvre de la population est enregistré à l'état civil**.⁴⁷

Par ailleurs, les infrastructures de transports demeurent précaires et ne suffisent pas à couvrir un pays d'une taille continentale. De nombreuses zones reculées sont difficilement accessibles par la route. Sur l'ensemble de son territoire, la RDC ne compte que 3 000 km de routes revêtues.⁴⁸ Les fortes pluies cycliques dans un climat équatorial endommagent fréquemment les routes et les ponts. Les systèmes de transports ferroviaires et fluviaux sont vétustes et les services aériens insuffisants. Les coûts de transport sont dès lors élevés, et la connectivité entre zones rurales et urbaines demeure limitée, tout comme la connectivité entre les centres urbains.

En outre, **l'accessibilité numérique de la RDC est l'une des plus faibles au monde** : moins de 50% de la population possède un abonnement cellulaire mobile, et seuls 36% des congolais ont accès au réseau 4G.⁴⁹ Les disparités sont importantes selon les provinces, et selon les catégories socioéconomiques : dans certaines zones enclavées, moins de 20% des personnes ont accès à la téléphonie mobile. En zone urbaine, les personnes pauvres et les ménages dirigés par des femmes sont les plus défavorisés.⁵⁰

Des inégalités de genre importantes

Les inégalités de genre restent fortes en RDC, classée 151^e au rang mondial en termes d'indices d'inégalités de genre,⁵¹ sur environ 170 pays évalués en 2021. Ces inégalités s'expriment à de multiples niveaux, notamment sur le plan économique. Par exemple, sur le marché du travail : **les salaires des femmes sont inférieurs de 77,3% à ceux des hommes**.⁵² Les femmes représentent plus de la moitié des travailleurs agricoles, pourtant les hommes possèdent trois quarts des parcelles agricoles. La marginalisation des femmes s'exprime également par un accès inégal aux services de base. Par exemple, le taux d'alphabétisation des femmes est inférieur de 22% à celui des hommes.⁵³ **Sur le plan politique, les femmes sont largement sous-représentées** : 12,8% des députés de l'Assemblée nationale sont des femmes, et 23,9% des sénateurs, malgré le principe de parité inscrit dans la loi électorale de la RDC.⁵⁴

Les violences sexuelles et sexistes à l'égard des femmes sont également largement répandues à travers le pays. La majorité des femmes affirment subir des violences physiques, 27% affirment avoir subi des violences sexuelles dans leur vie, et 57% d'entre elles déclarent subir de la violence au sein de leur ménage.⁵⁵ Les femmes et les filles sont également plus largement **victimes de mariage précoce ou forcé**.⁵⁶ En 2018, 29% des femmes Congolaises âgées de 20 à 24 ans ont été mariées ou en union informelle avant leur majorité, et 8% d'entre elles ont été mariées avant leurs 15 ans,⁵⁷ avec des conséquences directes sur le bien-être et la santé des jeunes filles (grossesses précoces, notamment). Le taux de fécondité chez les adolescentes est de 119 naissances pour 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans, un taux bien au-delà

des statistiques mondiales (41 naissances pour 1000) et de la sous-région d'Afrique sub-saharienne (98 naissances pour 1000).⁵⁸

Risques de marginalisation et d'exclusion envers les personnes en situation de handicap

Il n'existe pas de statistiques sur le nombre de personnes en situation de handicap en RDC. Néanmoins, selon l'OMS, en moyenne 15% des personnes sont en situation de handicap à travers le monde, ce pourcentage augmentant largement en temps de crise. Une étude réalisée en 2021 en RDC estime que **28% des personnes interrogées déclarent des grandes difficultés pour au moins une dimension des questions du Washington Group**,⁵⁹ qui permet d'identifier la population présentant un risque de faire face à des restrictions à la participation sociale du fait d'un déficit de vue, d'ouïe, la mobilité, de cognition, de capacité à prendre soin de soi-même, et/ou de communication. L'étude souligne que ces difficultés affectent plus fortement les femmes. Au niveau politique, il est à noter que **le Sénat congolais a adopté en décembre 2021 la proposition de loi organique « portant protection et promotion des droits des personnes en situation de handicap », promulguée en mai 2022**. Cette loi s'inscrit dans la lignée de la ratification de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes en situation de handicap.

Contexte environnemental

Certaines provinces de la RDC sont particulièrement vulnérables aux inondations qui surviennent de manière cyclique à la saison des pluies, notamment près des rives du fleuve Congo et ses affluents. La RDC fait d'ailleurs partie des cinq pays africains les plus touchés par des inondations, avec 20 épisodes rapportés entre 2010 et 2022.⁶⁰ Au mois de novembre 2022 par exemple, une analyse de l'imagerie satellitaire par UNITAR/UNOSAT a montré que les provinces du Nord-Ubangi, du Sud-Ubangi et de l'Equateur ont été affectées par des inondations de 6 800 km² (contre 10 900 km² en 2019), avec 245 000 personnes potentiellement affectées et des dizaines d'infrastructures de base sinistrées. Les 12 et 13 décembre 2022, la ville de Kinshasa a connu des pluies torrentielles qui ont causé des glissements de terrain et des inondations avec des dégâts matériels (maisons

détruites notamment) et des pertes en vie humaines considérables (162 morts selon les autorités). D'autres provinces comme le Maniema et la Tshopo ont également été touchées par des inondations entre le mois d'octobre et décembre 2022.

Les inondations seraient aussi liées au changement climatique. En effet, selon le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (2022-2026), les impacts du changement climatique sont déjà perceptibles à travers le pays, notamment par la persistance des fortes chaleurs, des pluies violentes, la dégradation des terres, particulièrement par des érosions, l'allongement de la saison sèche, l'augmentation des séquences de sécheresse pendant les saisons de pluie, et les inondations.⁶¹ La RDC est d'ailleurs classée au 5^e rang mondial (178^e/182) des pays les plus vulnérables aux changements climatiques vis-à-vis de leur capacité d'adaptation, selon l'indice ND-GAIN.⁶²

Par ailleurs le risque d'éruption du volcan Nyiragongo persiste près de la ville de Goma au Nord-Kivu. La présence de magma à faible profondeur sous le sol entraîne des risques d'événements potentiellement plus dangereux que les éruptions connues jusqu'ici: (i) risque d'effusion de lave en pleine ville de Goma ; (ii) risque d'éruption si le magma entre en contact avec l'eau froide du lac Kivu ; (ii) ou encore risque d'éruption limnique du lac Kivu (en raison des gaz volcaniques accumulés en eaux profondes).⁶³ Pour rappel, la dernière éruption survenue en 2021 s'était produite sans signaux précurseurs habituels et ce malgré une surveillance continue par des réseaux d'instruments au sol et de capteurs satellitaires. Elle avait fait plusieurs dizaines de morts, des dégâts matériels et entraîné le déplacement temporaire des centaines de milliers de personnes. La précédente éruption de 2002 avait détruit 10% de la ville de Goma.⁶⁴



BENI/NORD-KIVU, AOÛT 2022

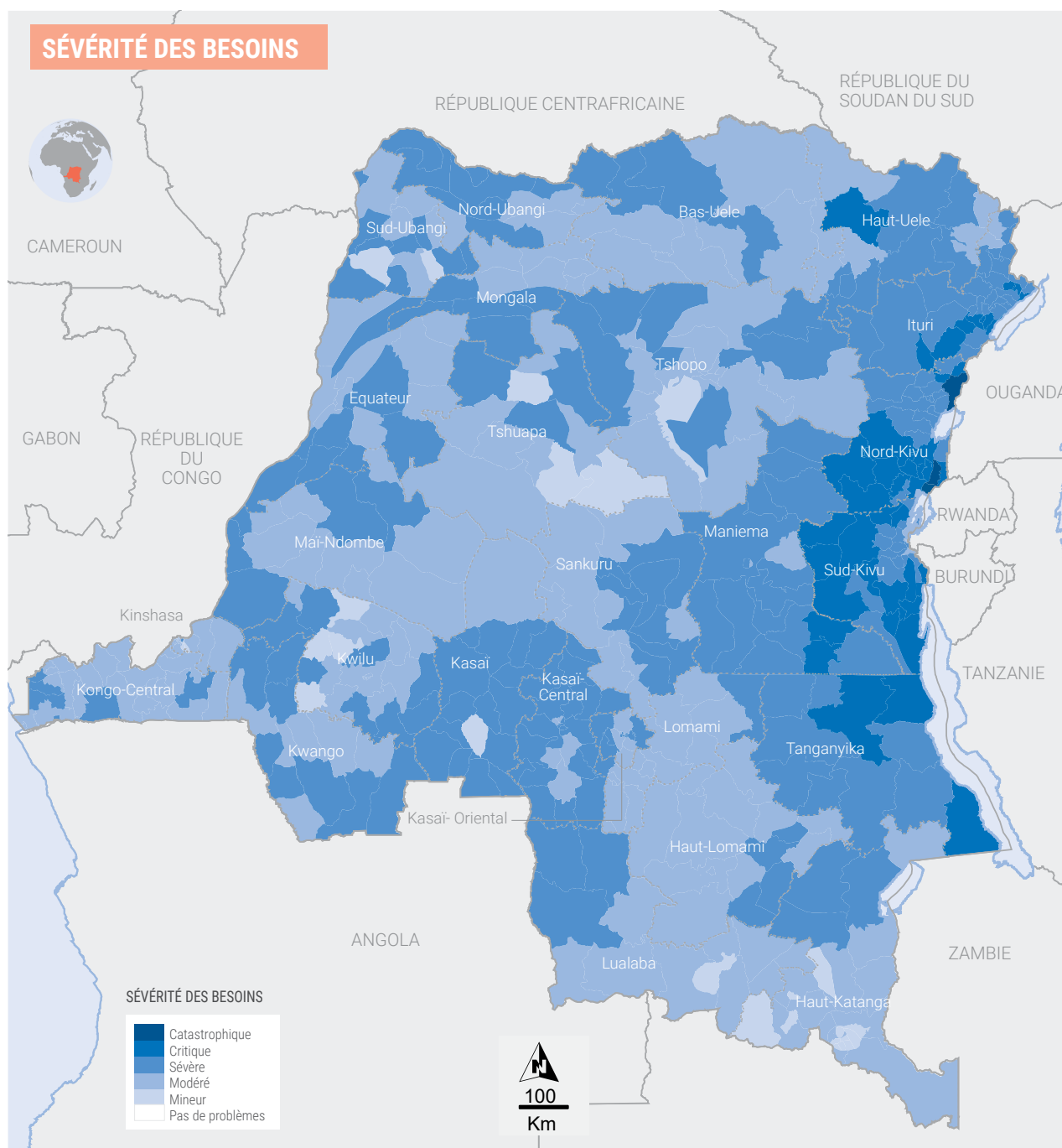
Une femme déplacée sur un site de distribution de vivres à Beni.

Photo: OCHA/Endurance Lum Nji

1.2

Chocs et impact de la crise

La crise humanitaire en RDC est analysée à travers cinq impacts majeurs : les mouvements de population, l'insécurité alimentaire aiguë, la malnutrition aiguë, les épidémies et les incidents de protection. L'intensité de ces cinq impacts superposés constitue la sévérité intersectorielle des besoins. Cette dernière est évaluée sur une échelle de 1 à 5 : mineur, modérée, sévère, critique et catastrophique.



Les ménages en phase 3 “crise” ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure aux niveaux habituels. Ils parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale, mais seulement en se départissant de leurs avoirs, de moyens d’existence majeurs ou en employant des stratégies d’adaptation de crise. **3,8 millions sont en phase d’urgence (phase 4).** Les ménages en phase 4 “urgence” ont d’importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une surmortalité. Ils sont en mesure de réduire l’importance des déficits alimentaires mais uniquement en utilisant des stratégies d’adaptation d’urgence et en liquidant leurs avoirs

Sur les 185 territoires analysés (138 zones rurales et 47 zones urbaines), 124 présentent une insécurité alimentaire de crise (Phase 3 de IPC). Une personne sur quatre est affectée par l’insécurité alimentaire, niveau similaire à l’analyse précédente, 20^{ème} cycle IPC (septembre à décembre 2021). La prise en compte d’indicateurs de sévérité additionnels, après consultation d’experts techniques, permet une classification de la sévérité sectorielle (voir carte), et l’estimation des besoins au niveau des zones de santé.

Ces personnes sont principalement localisées dans des zones affectées par les mouvements de population et des conflits armés (provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l’Ituri et du Tanganyika), mais également dans les zones où les services de base sont défectueux. Les facteurs déterminants d’insécurité alimentaire sont :⁶⁵

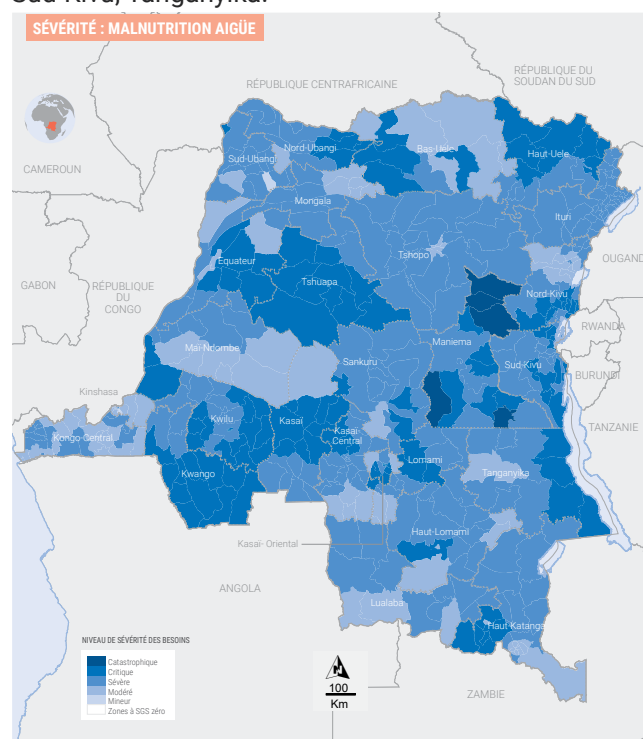
- **Conflit et insécurité** Les conflits armés et intercommunautaires, principalement à l’est, ont continué de provoquer des déplacements de population ces derniers mois. Les activités armées continuent d’entraver l’accès et la disponibilité alimentaire de la population, particulièrement en Ituri, au Nord et au Sud-Kivu, dans la province du Maniema et du Tanganyika.
- **Des prix alimentaires élevés** La guerre en Ukraine a eu des répercussions sur les prix du carburant qui ont grimpé de 27 % entre janvier et juillet, ainsi que sur les prix des denrées de base. Cela a été plus accentué dans les régions les plus éloignées et les

plus difficiles d’accès.

- **Mauvaises infrastructures** : Les infrastructures routières délabrées ou inexistantes qui contribuent à l’enclavement d’une grande partie de la population rurale rendent la circulation des personnes, des marchandises ou de l’assistance humanitaire difficile voire impossible dans certaines zones. Par ailleurs la pauvreté endémique du pays contribue largement à cette insécurité alimentaire.
- **Chocs sur les activités agricoles** : Outre les chocs liés aux risques climatiques tels que les inondations ou les épisodes de sécheresse qui limitent par endroit la production, les activités agricoles continuent d’être affectées par des maladies des cultures et des attaques d’insectes et autres prédateurs dont des animaux sauvages.

Malnutrition aiguë

Sur les 519 zones de santé que compte la RDC, 242 sont en situation d’urgence nutritionnelle (soit 47% du pays). Les zones les plus affectées sont essentiellement dans les provinces de Kwango, Equateur, Haut-Uele, Ituri, Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Kongo Central, Kwango, Maniema, Sankuru, Sud-Kivu, Tanganyika.



De manière générale, la situation nutritionnelle demeure alarmante. **Environ 45% des décès des enfants de moins de 5 ans seraient liés directement ou indirectement à la malnutrition.** Par ailleurs, **un enfant sur deux souffre d'un retard de croissance et environ un enfant sur quinze souffre de la malnutrition aiguë.**⁶⁶ En 2023, il est estimé que 3,6 millions de personnes souffriront de malnutrition aiguë dans le pays, y compris plus de 903 000 enfants sous sa forme sévère et près de 1,7 million enfants sous sa forme modérée. Environ 3,7 million de femmes enceintes et allaitantes dans les zones en crise auront besoin d'une sensibilisation sur l'alimentation appropriée des jeunes enfants et nourrissons.

Les principaux facteurs contribuant à la malnutrition sont :

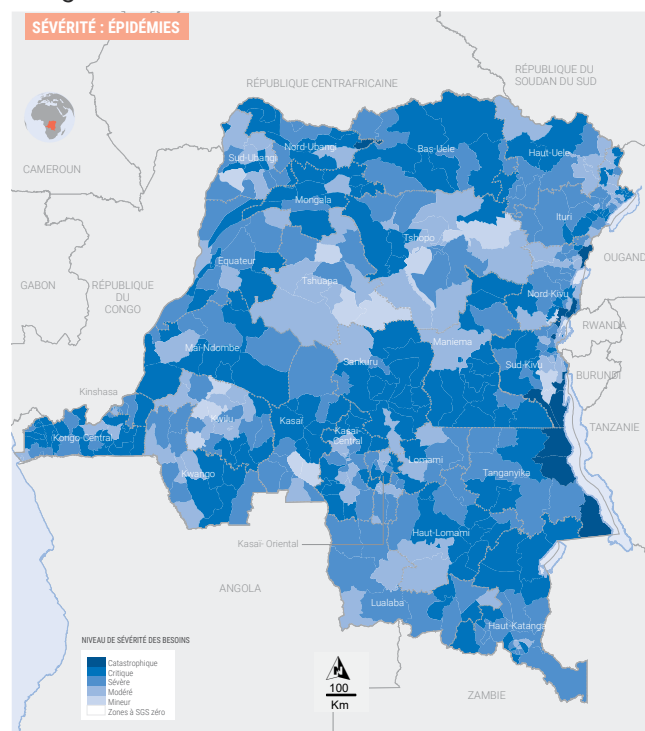
- **Les mauvaises pratiques alimentaires :** La faible diversité alimentaire, la qualité nutritive insuffisante, des taux d'allaitement maternel faibles et le faible régime alimentaire contribuent à une prévalence élevée des retards de croissance et des prévalences élevées de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans et augmentent leur vulnérabilité aux maladies par la baisse de leur système immunitaire.
- **L'insécurité alimentaire aiguë :** Les niveaux élevés et persistants d'insécurité alimentaire aiguë en RDC au cours des dernières années ont contribué à des niveaux élevés de malnutrition aiguë chez les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes.
- **Les maladies :** Les enfants de moins de cinq ans sont les plus touchés par les fréquentes épidémies de rougeole et de choléra, ainsi que par une augmentation marquée des cas de diarrhée et de paludisme, ce qui contribue à la malnutrition aiguë. De même, de nombreuses épidémies de la maladie à virus Ebola en RDC (4 épidémies entre juin 2020 et juillet 2022, 14 épidémies depuis 1976) entraînent une morbidité et mortalité accrue chez les populations vulnérables et ont aussi un impact notable sur la situation socio-économique des ménages.
- **Faible accès aux soins de santé :** Statistiquement, il n'y a que 0,28 médecin et 1,19 infirmier/infirmière et sage-femme pour 10 000 personnes. L'accès aux soins de santé dans les régions rurales est déficient

en raison de l'éloignement de nombreux villages.

- **L'accès limité à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement**

Epidémies

Plusieurs épidémies touchent la RDC de façon récurrente, entre autres le choléra, la rougeole, la COVID-19, la maladie à virus Ebola (MVE), la poliomyélite, et le paludisme. Au 31 décembre 2022, 17 866 cas de choléra et 146 359 cas de rougeole ont été confirmés, avec respectivement 299 et 1 846 décès enregistrés.



On a également enregistré des cas de contamination et des décès liés à d'autres épidémies, comme la peste bubonique, dans les zones où elles sont endémiques. Au cours de l'année, les acteurs humanitaires ont aidé le gouvernement à combattre avec succès deux épidémies d'Ebola, l'une dans la province de l'Équateur (5 décès) et l'autre dans la province du Nord-Kivu (1 décès).

Ces épidémies causent de nombreux décès chez les populations vulnérables et ont aussi un impact notable sur la situation socio-économique des ménages, renforçant les problématiques humanitaires déjà existantes, comme l'insécurité alimentaire ou la malnutrition.

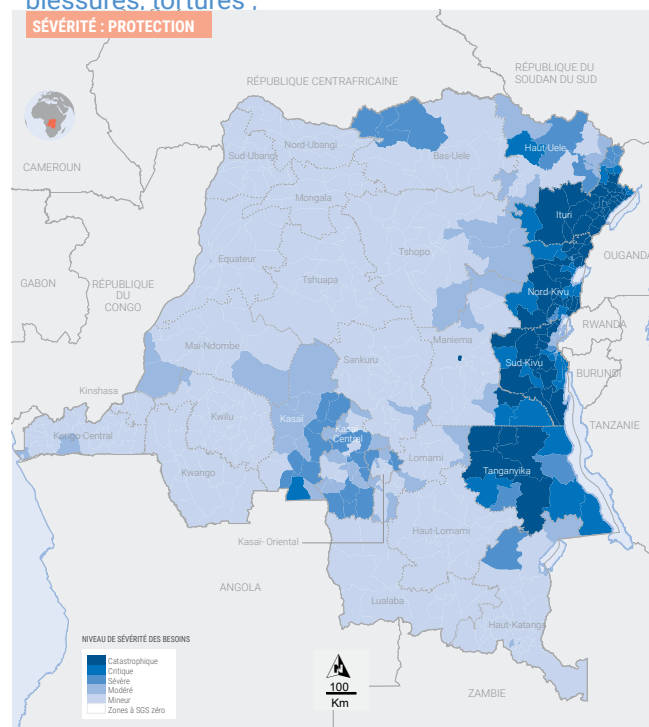
Les principaux facteurs contribuant aux flambées d'épidémies sont :

- **L'accès limité à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement**
- **Faible accès aux services de base** dont la santé et l'éducation
- **La faible couverture vaccinale** dans le pays favorise la propagation des épidémies
- **Les déplacements de population** : les risques de contamination sont particulièrement accrus dans les zones de déplacement du fait des conditions de vie précaires et de la promiscuité

Problématiques de Protection

De janvier à septembre 2022, 68 248 incidents de protection ont été rapportés par les acteurs du monitoring de protection. Il s'agit en majorité de :

- Violations du droit à la propriété (32 779 incidents), comprenant les **pillage, extorsions des biens, incendie/ destruction de maisons ou de biens** ;
- Violations du droit à la liberté (16 841 incidents), comprenant les cas de **détention arbitraire, travail forcé, enlèvement, etc** ;
- Violations de l'intégrité physique (10 723 incidents), **comme des meurtres, mutilations, coups et blessures, tortures** ;



- Violences basées sur le genre (5 839 incidents), à savoir les viols, agressions sexuelles, mariages forcés, dénis de ressources, etc.
- Autres (2 066 incidents dont 266 liés aux conflits fonciers)

Il est important de noter qu'au-delà du monitoring de protection, les données analysées par rapport à la réponse apportée renseignent encore plus sur l'ampleur de la problématique de protection. Ainsi :

Entre janvier et septembre 2022 :

- Plus de 64 000 survivant.e.s de violences basées sur le genre ont bénéficié d'une prise en charge médicale. Parmi ces survivant.e.s, 3 904 étaient des enfants et adolescent(e)s
- 2 496 ENA pris en charge et réinsérés dans leur famille et 3 042 EAFGA pris en charge, réunifiés et réintégrés :
- Nombre d'enfants et adolescent(e)s victimes de violences y compris de violences sexuelles pris en charge : 3 904
- Près de 2 000 violations graves à l'encontre d'enfants ont été vérifiées (plus de 800 cas de recrutement et utilisation, près de 400 cas de meurtre et mutilation, près de 400 cas d'enlèvements, plus de 100 cas de viol et autres formes de violences sexuelles, plus de 1 100 garçons et plus de 530 filles affectés)
- Préoccupation majeure : Augmentation continue des cas d'enlèvements d'enfants depuis le début de l'année.

Les causes principales de ces incidents de protection sont :

- Les conflits armés
- Les violences intercommunautaires liés à des dynamiques identitaires,
- Des enjeux fonciers, de limite, des luttes pour l'accès aux ressources naturelles, au pouvoir politique ou coutumier.

Les provinces les plus affectées sont, par ordre décroissant, l'Ituri, le Sud-Kivu, le Nord-Kivu, le Tanganyika, le Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental et Maniema.

1.3

Calendrier des événements

Janvier 2022

Mouvements de population



- Haut-Katanga : 12 600 personnes déplacées suite à l'incursion des Mayi Mayi Bakata Katanga dans la cité de Mitwaba.

- Sud-Kivu : violents affrontements entre groupes armés dans le territoire d'Uvira (villages Kitoga et environs) conduisant à l'incendie des maisons des habitants et au déplacement d'environ 8 800 personnes.



- Nord-Kivu : Masisi 11 000 personnes déplacées retournent dans la zone de santé de Katoyi à la suite d'une accalmie dans la zone.

Protection



- Nord-Kivu : Explosion d'EEL au marché d'Oïcha faisant un bilan de 2 enfants blessés.

Sécurité



- Ituri : Entrée de l'armée ougandaise (UPDF) dans la zone de santé Boga et début des opérations conjointes avec les FARDC contre les présumés ADF.

Catastrophes naturelles



- Sud-Kivu : Pluies diluviennes abattues à Kiliba dans le territoire d'Uvira détruisant la quasi-totalité de maisons, d'écoles et causant le déplacement de population.

Mars 2022

Protection



- Ituri : Attaque d'un site des personnes déplacées à Gokpa 2 dans le territoire de Djugu, au moins 12 personnes tuées.

- Nord-Kivu : Résurgence du mouvement M23 et début d'affrontement dans le groupement de Jomba.

Mouvements de population



- Nord-Kivu : Déplacement de 57 000 personnes vers l'axe Mutwanga suite à une attaque armée dans la zone.

Catastrophes naturelles



- Sud-Kivu : Fizi et Shabunda. Inondations suites à des pluies diluviennes dans la zone de santé de Mulungu. Des centaines de maisons et écoles détruites détruisant, et 5 700 personnes déplacées à Shabunda et 4 200 à Fizi

Mai 2022

Mouvements de population



- Nord-Kivu : Arrivée de personnes déplacées à provenance de Rutshuru, affrontements entre FARDC et M23. Opérations militaires des groupes armés, déplacement de 10 000 personnes.

Protection



- Ituri : 30 personnes déplacées des sites des personnes déplacées à Loddha, etc. en territoire d'Uvira. - Ituri : Enlèvement de civils humanitaires sur l'axe de santé de Djugu par les groupes armés et libération le jour suivant.

Catastrophes naturelles



- Sud-Kivu : Pluies diluviennes dans les territoires de Kibira et de Kibumba détruisant des maisons et causant le déplacement de personnes à Shabunda.

Février 2022

Accès



- Nord-Kivu : Suspension des activités humanitaires dans la zone de santé de Kamango suite à l'insécurité (5 organisations suspendent leurs activités).

Mouvements de population



- Nord-Kivu : 150 000 personnes fuient les zones de Kamango et Nobili suite à l'attaque d'hommes armés. - Sud-Kivu : Opérations militaires contre des groupes armés locaux dans le territoire de Kalehe (groupement de Ziralu) conduisant au déplacement 5000 personnes - Sud-Kivu : Opérations militaires menées contre des groupes armés locaux, 9 000 personnes déplacées, notamment dans la ville d'Uvira.

Catastrophes naturelles



- Maniema : Pluies diluviennes et débordement des rivières : 1 028 ménages affectés et 4 écoles, 12 dépôts de vivres, 395 champs, 15 étangs piscicoles et 3 structures sanitaires détruits dans un contexte de récolte des vivres à Punia. - Sud-Kivu : Pluies diluviennes abattues détruisant plus de 450 maisons à Ramba et d'autres à Nyangezi, et des écoles. 2250 personnes déplacées.

Avril 2022

Mouvements de population



- Ituri : Déplacement de 40 000 personnes vers Mambasa suite à une série d'attaques armées par des présumés ADF dans la zone de Komanda.

- Sud-Kivu : Arrivée de 8 300 personnes déplacées dans les zones de santé de Bunyakiri et Minova en provenance du territoire de Masisi/Nord-Kivu suite aux opérations militaires contre des groupes armés.

Epidémies



- Equateur : Déclaration de la 14^{ème} épidémie d'Ebola dans la Zone de santé de Mbandaka.

Accès



- Tanganyika : Assistance nutritionnelle en faveur de 9 000 enfants suspendue pour raison de sécurité dans le nord du territoire de Nyunzu.

Juin 2022

Protection



- Ituri : Meurtre de 71 civils par des groupes armés au cours des premiers jours de juin dans plusieurs villages des zones de santé de Nizi, Kilo et Tumba. - Nord-Kivu : Occupation de Bunagana par le M23. - Nord-Kivu : Double attaque de la ville de Beni par des groupes armés. - Sud-Kivu : Résurgence de violences dans les Hauts de Fizi fragilisant la protection des populations civiles et causant le déplacement de plus de 10 000 personnes.

ation

près de 34 000
Kanyaruchinya en
u suite aux
RDC et M23.
shabunda – Kabare.
es FARDC contre
placement de 27

éplacées tuées dans
s déplacées à Roe,
re de Djugu.
deux travailleurs
Fataki – Libi,
des hommes armés,
vant.

s
iennes abattues
Kalehe et Shabunda
s, des écoles et
t de 1 750
et 60 à Kalehe

Septembre 2022

Epidémies



- Nord-Kivu : Déclaration de la fin de la 15^{ème} épidémie d'Ebola dans la zone de santé de Beni.
- Sankuru : Flambée épidémies de Choléra dans la zone de santé de Lusambo

Sécurité



- Tanganyika : Retrait de la MONUSCO à Kalemie.

Mouvements de population



- Maniema : Violents affrontements entre groupes armés causant des incendies des maisons, et conduisant au déplacement de plus de 37 000 personnes vers les zones de santé de Salamabila, Lusangi et Kasongo.

Novembre 2022

Catastrophes naturelles



- Maniema : Pluies diluviennes et débordement des rivières et fleuve Congo. Plus de 1 000 maisons emportées.

Juillet 2022

Epidémies



- Equateur : Déclaration de la fin de la 14^{ème} épidémie d'Ebola à Mbandaka.

Août 2022

Epidémies



- Nord-Kivu : Déclaration de la 15^{ème} épidémie d'Ebola dans la zone de santé de Beni.

Catastrophes naturelles



- Maniema : Pluies diluviennes dans la commune rurale de Lubutu et débordement des rivières. Plus de 3 000 maisons emportées.

Octobre 2022

Insécurité alimentaire



- National : 26,4 millions de personne en insécurité alimentaire pour la période de juillet à décembre 2022.

Mouvements de population



- Sud-Kivu : Arrivée massive de plus de 17 000 personnes déplacées accueillies dans les sites spontanés sur les axes Bushaku – Nyaawaronga et Numbi – Ruhuha, fuyant les opérations militaires contre un groupe armé dans le territoire de Rutshuru/Nord-Kivu et contre d'autres groupes armés locaux dans le territoire de Masisi/Nord-Kivu.

Décembre 2022

Catastrophes naturelles



- Kinshasa : Pluies diluviennes, glissement de terrain et inondations. 169 personnes décédées et d'importants dégâts matériels.

1.4

Sévérité des besoins par groupes de population

Les populations sont impactées différemment par les chocs qu’elles subissent selon leur genre, leur âge, qu’elles aient une ou plusieurs déficiences qui les mettent en situation de handicap ou selon les particularités des contextes locaux. L’analyse intersectorielle des besoins humanitaires à travers la RDC a permis d’identifier cinq groupes de population comme les plus vulnérables.

> **Groupe 1. Les personnes affectées par des mouvements de population, avec les sous-groupes suivants :**

- Les personnes déplacées internes (PDI);
- Les personnes retournées ;
- Les familles d’accueil (FAMAC) ;
- Les personnes réfugiées et demandeurs d’asile en RDC.

> **Groupe 2. Les enfants, avec les sous-groupes suivants:**

- Les enfants de 0 à 17 ans ;
- Les enfants non accompagnés (ENA) ;
- Les enfants associés aux forces & groupes armés (EAFGA).

> **Groupe 3. Les personnes à risque et survivant.e.s de violences basées sur le genre (VBG)**

> **Groupe 4. Les femmes enceintes & femmes allaitantes (FEFA)**

> **Groupe 5. Les personnes en situation de handicap**

GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES -NIVEAU DE SÉVÉRITÉ DES BESOINS

Millions/milliers de personnes

GROUPES DE POPULATION	TOTAL	MINEUR	MODÉRÉ	SÉVÈRE	CRITIQUE	CATASTRO- PHIQUE	PAR GENRE FEMMES/HOMMES	PAR ÂGE ENFANTS/ ADULTES/PERS.
Personnes affectées par des mouvements de population	5,5M	2,0k	111,4k	2,2M	2,3M	994,1k	<div><div></div></div> 2,8M / 2,7M	<div><div></div></div> 3M / 2,3M / 245k
Enfants	14,2M	733,6k	4,4M	7,0M	1,5M	663,8k	<div><div></div></div> 7,1M / 7,1M	<div><div></div></div> 14,2M / 0 / 0
Personnes à risque et survivant.e.s de violences basées sur le genre	1,1M	95,7k	437,0k	423,9k	83,9k	25,9k	<div><div></div></div> 1,0M / 64,0k	<div><div></div></div> 432k / 587k / 43k
Femmes enceintes & femmes allaitantes (FEFA)	2,1M	105,8k	644,1k	1,0M	222,6k	95,7k	<div><div></div></div> 2,1M / 0	<div><div></div></div> 0 / 2,1M / 0
Personnes en situation de handicap	4,0M	198,3k	1,2M	2,0M	417,3k	179,5k	<div><div></div></div> 2,0M / 2,0M	<div><div></div></div> 2,1M / 1,7M / 176k

Groupe de population 1 – Personnes affectées par des mouvements de population

POPULATION TOTALE	MINEUR	MODÉRÉ	SÉVÈRE	CRITIQUE	CATASTROPHIQUE
5,5M	2k	111k	2,2M	2,3M	994k
<p>Selon l'analyse intersectorielle des besoins menée en septembre 2022, plus de 5,5 millions de personnes affectées par des mouvements de population seront dans le besoin d'assistance en 2023. Les mouvements de population sont causés principalement par les conflits armés, les conflits intercommunautaires et fonciers, et les désastres naturels (inondations cycliques, glissement de terrain, éruption du volcan Nyiragongo, etc.).</p> <p>En fonction de la nature et de la durée des déplacements, la vulnérabilité de personnes affectées par des mouvements de population est dictée par les facteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le manque d'accès aux biens et services de base tels que les infrastructures d'eau potable, d'hygiène et un environnement assaini, les soins de santé, un abri décent et sûr ou l'éducation. Le risque de protection auquel sont exposées les personnes déplacées, les personnes retournées et les familles d'accueil en raison des activités des groupes armés, de l'absence de l'autorité de l'État ou des 			<p>conditions de vie précaires dans les zones de déplacement ou de retour.</p> <ul style="list-style-type: none"> L'affaiblissement des réseaux familiaux et communautaires qui souvent servent des mécanismes d'autoprotection. L'éclosion ou la propagation des épidémies favorisée par les faiblesses structurelles dans les zones de déplacement ou de retour. L'insécurité alimentaire et la malnutrition fragilisent également les personnes affectées par des mouvements de population. En effet, lorsque les populations sont contraintes au déplacement, elles sont obligées de laisser derrière elles leurs moyens de subsistance (champs, bétail, outils de production) et leurs stocks qui sont ensuite pillés, détruits ou endommagés. La première assistance provient des communautés qui les accueillent et qui partagent leurs maigres ressources. Ces ménages, déplacés ou d'accueil, sont souvent poussés à adopter des stratégies d'adaptation comme réduire la qualité ou la quantité des repas par jour, vendre leurs moyens de production, emprunter de l'argent pour acheter de la nourriture ou encore consommer les semences/récolter des cultures non prêtes. 		

Répartition des besoins des personnes affectées par des mouvements de population par niveau de sévérité et par sous-groupes

SOUS-GROUPES	TOTAL	MINEUR	MODÉRÉ	SÉVÈRE	CRITIQUE	CATASTROPHIQUE	IMPACTS HUMANITAIRES DIRECTS	IMPACTS HUMANITAIRES SECONDAIRES	REGIONS
Personnes déplacées internes	3,0M	0k	17,8k	1,1M	1,2M	611,4k	Mouvements de population	Insécurité alimentaire, épidémies, Malnutrition, Protection	Haut-Katanga, Ituri, Kasai Central, Kinshasa, Kwango, Kwilu, Mai-Ndombe, Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika
Retournés	1,3M	0k	0,7k	516,0k	595,0k	157,4k	Mouvements de population	Insécurité alimentaire, épidémies, Malnutrition, Protection	Haut-Katanga, Ituri, Kasai, Kasai Central, Mai-Ndombe, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika
Familles d'accueil	746k	0k	13,3k	272,7k	326,8k	133,4k	Mouvements de population	Insécurité alimentaire, épidémies, Malnutrition, Protection	Haut-Katanga, Ituri, Kasai Central, Kasai Oriental, Kinshasa, Kwango, Kwilu, Mai-Ndombe, Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika
Réfugiés	521k	2,0k	79,6k	226,5k	121,0k	92,0k	Mouvements de population	Insécurité alimentaire, épidémies, Malnutrition, Protection	Bas-Uele, Equateur, Haut-katanga, Haut-Uele, Ituri, Kasai Oriental, Kinshasa, Kongo-Central, Lomani, Lualaba, Maniema, Nord-Kivu, Nord-Ubangi, Sud-Kivu, Tanganyika, Tshuapa

Groupe de population 2 – Enfants

POPULATION TOTALE	MINEUR	MODÉRÉ	SÉVÈRE	CRITIQUE	CATASTROPHIQUE
14,2M	734k	4,4M	7,0M	1,5M	664k

Les différents chocs que connaît la RDC exposent continuellement les enfants à des risques qui affectent leur bien-être physique et mental et leur protection, en particulier dans le contexte de conflit. Les cas documentés des violations graves des droits de l'enfant ont augmenté de 12% au premier semestre de 2022 en comparant les violations documentées au cours de la même période en 2021 (1 195 au premier semestre 2021 contre 1 340 au premier semestre 2022).⁶⁷ Selon l'analyse intersectorielle des besoins menée en septembre 2022, **14,2 millions d'enfants seront dans le besoin d'assistance en 2023**. Leur vulnérabilité est dictée par les facteurs suivants :

- L'exposition aux risques de violations graves des droits de l'enfant, notamment leur recrutement et utilisation dans des groupes armés, les meurtres ou mutilations, les enlèvements, viols et autres actes graves de violence sexuelle, les attaques contre les écoles et les hôpitaux.
- La séparation d'enfants de leurs familles dans les

situations de conflit ou de catastrophe naturelle, ce qui les expose à des risques accrus de protection comme l'exploitation et les abus sexuels. Souvent, certains d'entre eux n'ont guère d'autre choix que le recours à des stratégies de survie négatives (travail, sexe de survie, enrôlement dans des groupes armés, etc.).

- La déscolarisation des enfants qui s'accompagne des risques de protection élevés et met en mal leur accès à l'information sur les mécanismes existants de protection et des bonnes pratiques de l'hygiène.
- Le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement et la faiblesse des taux de couverture vaccinale exposent les enfants aux épidémies dont la rougeole et le choléra.
- Les mauvaises pratiques alimentaires chez les ménages pauvres et/ou à faible niveau d'instruction exposent les enfants de moins de 5 ans à un retard de croissance et augmentent leur vulnérabilité aux maladies par la baisse de leur système immunitaire.

Répartition des besoins des enfants par niveau de sévérité et par sous-groupes

SOUS-GROUPES	TOTAL	MINEUR	MODÉRÉ	SÉVÈRE	CRITIQUE	CATASTROPHIQUE	IMPACTS HUMANITAIRES DIRECTS	IMPACTS HUMAINS SECONDAIRES	RÉGIONS
Enfants de 0 à 17 ans	14,2M	733,6k	4,4Mk	7,0M	1,5M	663,8k	Mouvements de population, protection, épidémies	Insécurité alimentaire	Toutes les provinces
Enfants non accompagnés (ENA)	46,0k	0k	0,2k	19,6k	19,6k	8,6k	Mouvements de population, protection, épidémies	Insécurité alimentaire, épidémies	Haut-Katanga, Ituri, Kasai, Kinshasa, Kivu, Mai-Ndombe, Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika
Enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA)	10,1k	0k	0,4k	2,8k	5,7k	1,1k	Mouvements de population, protection, épidémies	Insécurité alimentaire, épidémies	Ituri, Kasai Central, Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika

Groupe de population 3 – Personnes à risque et survivant.e.s de violences basées sur le genre

POPULATION TOTALE	MINEUR	MODÉRÉ	SÉVÈRE	CRITIQUE	CATASTROPHIQUE
1,1M	96k	437k	424k	84k	26k

Selon l'analyse intersectorielle des besoins menée en septembre 2022, **plus de 1,1 million de personnes à risque ou survivant.e.s de violences basées sur le genre (VBG) auront besoin d'assistance en 2023.** Les conflits sont le principal facteur des violences basées sur le genre. Les provinces en proie aux conflits dont le Nord-Kivu, l'Ituri, le Sud-Kivu et le Tanganyika sont celles qui enregistrent la majorité des cas de VBG. Les cas rapportés sont essentiellement les viols individuels ou collectifs, les agressions sexuelles ou physiques et autres formes de VBG comme les mariages précoces, les violences conjugales, etc.

Les femmes et les filles représentent la grande majorité des personnes à risques et survivant.e.s des VBG, les hommes et les garçons sont également exposés à ces risques. Dans le contexte de conflit, ces risques sont liés à des nombreux facteurs qui rendent ces personnes particulièrement vulnérables.

- La promiscuité dans les familles d'accueil et dans les sites/centres d'hébergement,
- Le manque de latrines et douches séparées et adéquates

- Le manque d'accès aux biens et services de base et la précarité causée par la situation de déplacement poussent les femmes et filles à la recherche constante des moyens de survie, ou à développer des mécanismes néfastes de survie (mariage précoce, échange des relations sexuelles contre de l'argent, des biens et services.)
- La stigmatisation et la perte de dignité accablent les survivant.e.s des violences et mettent en péril leur avenir du fait de l'exclusion par leur propre communauté, en particulier les mères d'enfants issus de viols.
- Le manque de prise en charge médical et/ou psychosocial pour les survivant.e.s des violences en raison des barrières dictées par les faiblesses structurelles, les conflits ou les barrières culturelles
- La vulnérabilité des ménages où souvent les femmes se retrouvent « cheffes de ménage » est parfois exacerbée par l'exposition de la femme aux risques d'exploitation et abus sexuels commis par du personnel humanitaire et autres acteurs.

Répartition des besoins des personnes à risques et survivant.e.s des VBG par niveau de sévérité

GROUPE	TOTAL	MINEUR	MODÉRÉ	SÉVÈRE	CRITIQUE	CATASTROPHIQUE	IMPACTS HUMANITAIRES DIRECTS	IMPACTS HUMANITAIRES SECONDAIRES	RÉGIONS
Personnes à risque & survivant.e.s de VBG	1,1M	95,7k	437k	423,9k	83,9k	25,9k	Mouvements de population, protection, épidémies	Insécurité alimentaire	Toutes les provinces

Groupe de population 4 – Femmes enceintes et femmes allaitantes

POPULATION TOTALE	MINEUR	MODÉRÉ	SÉVÈRE	CRITIQUE	CATASTROPHIQUE
2,1M	106k	644k	1,0M	223k	96k

Plus de 2,1 millions de femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA) auront besoin d'assistance en 2023. Leur vulnérabilité est liée au contexte de conflit, également à des problématiques humanitaires conséquences directes ou indirectes des défaillances structurelles comme la malnutrition, l'insécurité alimentaire ou les épidémies. Dès lors, la vulnérabilité des femmes enceintes et des femmes allaitantes est liée aux facteurs suivants :

- En situation de conflit et lors des déplacements, les femmes enceintes et les femmes allaitantes ne peuvent recevoir en toute sécurité et de manière adéquate les services des soins spécifiques (santé sexuelle et de la reproduction) dont elles ont besoin pendant leur grossesse, en couche et après accouchement. Les rares infrastructures de santé, déjà insuffisantes et peu équipées, connaissent des ruptures de fonctionnement et de médicaments et ne peuvent fournir de tels services. Dans ces conditions, les femmes courent des risques de complications dangereuses.

- Les femmes enceintes ou femmes allaitantes déplacées sont à risques de malnutrition : le recours à des mécanismes de survie, comme la réduction de la quantité et de la qualité des repas, peut les mettre en une situation de malnutrition.
- Les jeunes filles et les femmes peu instruites sont particulièrement vulnérables car elles ont moins de connaissances sur les bienfaits nutritionnels des bonnes pratiques d'allaitement maternel, d'alimentation complémentaire et de l'utilisation d'eau sûre.
- Les situations de handicap exacerbent la vulnérabilité des femmes enceintes et femmes allaitantes car elles accèdent difficilement aux biens et services essentiels à leur survie et celle de leurs enfants, ceci en raison des barrières liées notamment à l'inadaptabilité de l'environnement à leur situation, aux problèmes d'accès à l'information ou à la stigmatisation.

Répartition des besoins des femmes enceintes et femmes allaitantes par niveau de sévérité

GROUPE	TOTAL	MINEUR	MODÉRÉ	SÉVÈRE	CRITIQUE	CATASTROPHIQUE	IMPACTS HUMANITAIRES DIRECTS	IMPACTS HUMANITAIRES SECONDAIRES	RÉGIONS
Femmes enceintes et femmes allaitantes	2,1M	105,8k	644,1k	1,0M	222,6k	95,7k	Malnutrition, épidémies, mouvement de population	Insécurité alimentaire, protection	Toutes les provinces

Groupe de population 5 – Personnes en situation de handicap

POPULATION TOTALE	MINEUR	MODÉRÉ	SÉVÈRE	CRITIQUE	CATASTROPHIQUE
4,0M	198k	1,2M	2,0M	417k	180k

Conditions humanitaires : sévérité intersectorielle des besoins

En 2023, près de 4 millions de personnes en situation de handicap seront dans le besoin d’assistance. Les risques et défis que rencontrent les personnes en situation de handicap sont exacerbés particulièrement quant à leurs capacités d’adaptation aux chocs. Lors des conflits ou inondations, elles peuvent perdre l’accès à leur équipement, traitement médical ou aux services de réadaptation. Elles deviennent particulièrement vulnérables lorsque l’environnement dans lequel elles sont contraintes à vivre (lors des déplacements forcés ou dans des sites ou familles d’accueil) n’est pas adapté à leur déficience. Les personnes en situation de handicap sont plus à risque d’être victimes de violences, dont des violences basées sur le genre, lors d’attaques ou affrontements armés, en particulier les femmes. De manière générale, elles sont fragilisées par le manque de prise en compte de leurs besoins spécifiques par les politiques publiques.



RUTSHURU / NORD-KIVU, JUIN 2022

Personne déplacées au stade de Rugabo qui accueille environ 1 400 personnes déplacées qui ont fui des affrontements dans le village de Jomba
Photo: OCHA/Endurance Lum Nji

Répartition des besoins des personnes en situation de handicap par niveau de sévérité

GROUPE	TOTAL	MINEUR	MODÉRÉ	SÉVÈRE	CRITIQUE	CATASTROPHIQUE	IMPACTS HUMANITAIRES DIRECTS	RÉGIONS DIRECTES
Personnes en situation de handicap	4,0M	198,3k	1,2M	2,0M	417,3k	179,5k	Mouvements de population, insécurité alimentaire, malnutrition, épidémies, protection	Toutes les provinces

1.5

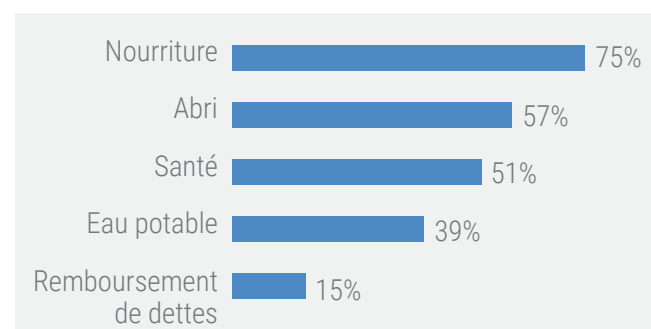
Perceptions des populations affectées

Afin que les personnes et les communautés de RDC affectées par les crises soient au cœur des décisions qui les concernent et afin d'assurer une réponse humanitaire adaptée, pertinente, de qualité et efficace, trois analyses de perceptions ont été réalisées auprès de personnes déplacées, retournées, et communautés hôtes dans plusieurs provinces au mois de septembre 2022.

- **Des discussions avec 52 « Focus Groups » (FGD)** menées par les partenaires humanitaires sous la direction des Coordinations opérationnelles humanitaires provinciales (COHP) dans six provinces (Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Ituri, Kasai Central, Kasai) auprès de groupes de personnes répartis par sexe, âge, diversité, ayant reçu une assistance en 2022.
- **Une analyse multisectorielle des besoins (MSNA)** réalisée par REACH au Tanganyika et au Sud-Kivu en mai 2022, avec une composante redevabilité, auprès de 9 800 ménages ayant reçu une assistance humanitaire les six derniers mois.
- **Une enquête quantitative de perceptions** des personnes affectées sur la réponse humanitaire, menée par Ground Truth Solutions au Sud-Kivu, Nord-Kivu, et en Ituri en juin 2022 auprès de 1 167 personnes (dont 584 femmes) ayant reçu une assistance humanitaire depuis le début de l'année.

En dépit des limites de ces études en termes de couverture géographique et taille des échantillons, leurs méthodologies mixtes, qualitatives et quantitatives ont permis de recueillir une diversité de voix, d'augmenter la richesse et le niveau de confiance des données, et de trianguler les résultats. Les résultats présentés ci-dessous sont une compilation de ces données.

I. Besoins prioritaires issus des analyses



La nourriture, les abris et la santé⁶⁸ restent les besoins prioritaires non-satisfaits des ménages et personnes affectées, notamment parmi les personnes déplacées internes et retournées.⁶⁹ Ce classement correspond aux dynamiques conflictuelles dans les provinces de l'est qui, autour de beaucoup de zones d'accueil de personnes déplacées et de retour, compliquent l'accès aux champs et aux services en raison de l'insécurité – une précondition pour satisfaire le besoin en nourriture et en santé. Des dizaines de centres de santé ont vu leurs fonctionnements affectés.

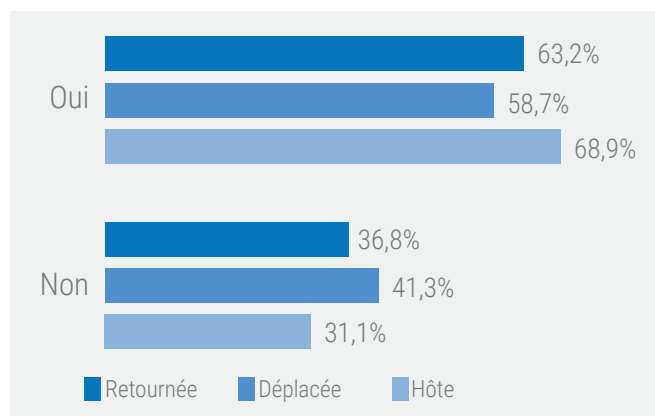
Les personnes affectées ont aussi des besoins importants en termes d'assistance monétaire.⁷⁰ Le choix des modalités préférées d'assistance est également influencé par les spécificités de la zone, en particulier en termes de protection et d'accès aux marchés.

II. Perception de la satisfaction des besoins des communautés

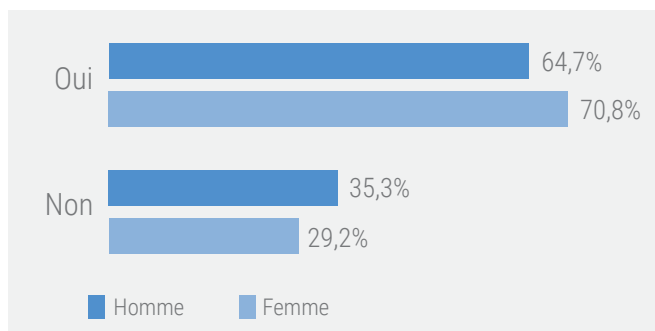
Plus d'un tiers (34%) des ménages se déclarent non satisfaits de l'assistance reçue, avec des divergences significatives par sexe ainsi que par statut. Le taux d'insatisfaction est plus élevé parmi les femmes et parmi les personnes déplacées.⁷¹

Graphique : pourcentage de ménages ayant reçu de l'assistance, rapportant être satisfaits vis-à-vis de l'assistance reçue

Par groupe de populations

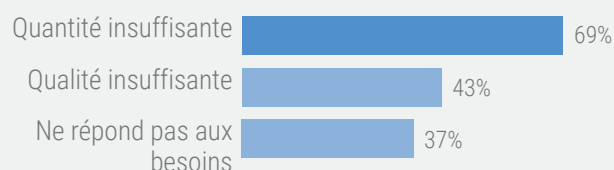


Par sexe du chef de ménage



La quantité insuffisante (69%), la qualité insuffisante (43%) et le manque de réponse aux besoins (37%) se trouvent parmi les raisons principales rapportées par les ménages pour expliquer leur insatisfaction vis-à-vis de l'assistance humanitaire. Les femmes déplorent l'insuffisance d'articles distribués et la non-prise en compte de la vraie taille des ménages – le nombre de personnes est souvent plus élevé par rapport à la taille standard reconnue par les humanitaires.

% de ménages non satisfaits avec l'aide reçue, par raison (N=222) : *



Par ailleurs, le contenu de certains kits et paquets standardisés ne correspond pas à leurs vrais

besoins. Les personnes en situation de handicap souhaiteraient une approche individualisée et adaptée à leurs besoins spécifiques pour le contenu de l'assistance mais aussi concernant le processus de distribution ; des approches mobiles (cliniques mobiles, enregistrement et distributions porte à porte) et flexibles sont préférées.⁷²

Des protocoles de partage de l'information clairs et des processus de ciblage transparents constituent une précondition pour assurer la satisfaction.

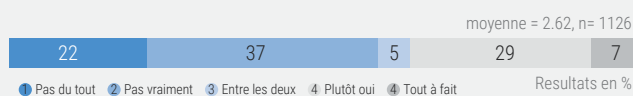
Consultation et participation

Plus d'un tiers (36%) des ménages n'a pas été consulté sur l'assistance qu'ils aimeraient recevoir⁷³ et seuls 14% pensent que leur avis a effectivement été pris en compte dans les décisions sur les services humanitaires.⁷⁴ Ce taux est particulièrement bas (10%) chez les personnes déplacées et les personnes retournées interrogées. Les jeunes, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées ont déploré le manque d'inclusivité des consultations organisées par les humanitaires.

Graphique : pourcentage de ménages consultés rapportant que leur avis est pris en compte dans les décisions sur les services humanitaires

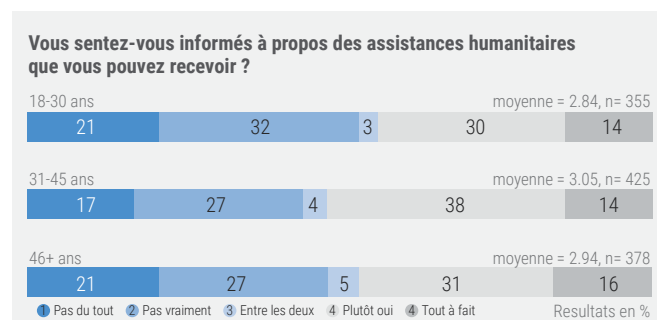
⁷⁵Seulement 36% pensent que les points de vue des communautés ont été pris en compte.⁷⁶

Pensez-vous que les points de vue de votre communauté sont pris en compte par les acteurs humanitaires?

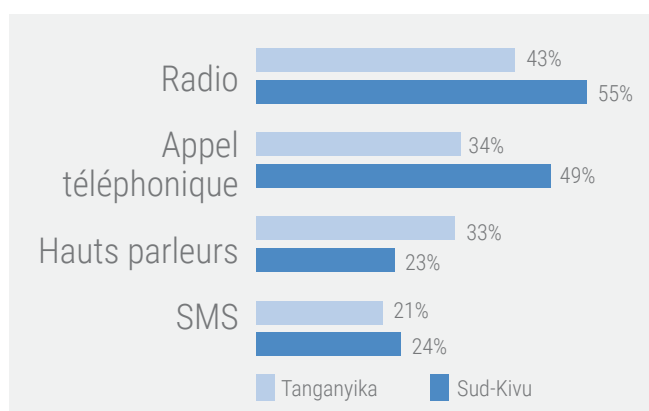


III. Besoins d'informations et de communication

Moins de la moitié (48%) des personnes affectées se sentent informées au sujet de l'assistance humanitaire qu'elles reçoivent. Les adultes se sentent mieux informés (52%) que les jeunes (44%) ou les personnes âgées (46%).⁷⁷



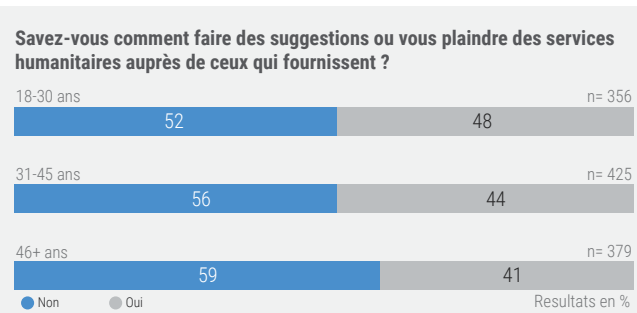
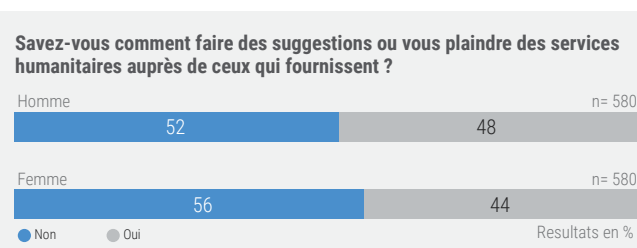
Pour s'informer, les communautés affectées privilégient les sources d'information suivantes : radio, appels téléphoniques, hauts parleurs et SMS. De grandes différences selon la zone géographique et l'état de la personne (déplacée, retournée) soulignent l'importance de consulter, de manière approfondie, chaque communauté dans toute sa diversité, sur ses préférences.⁷⁸



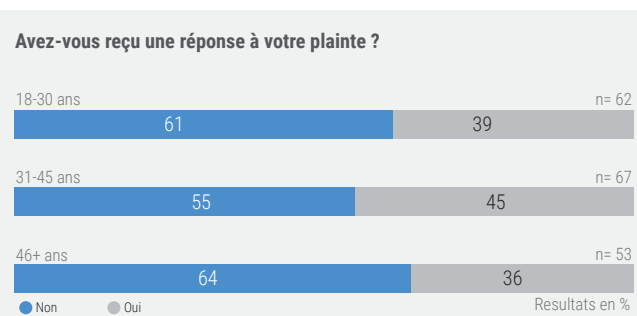
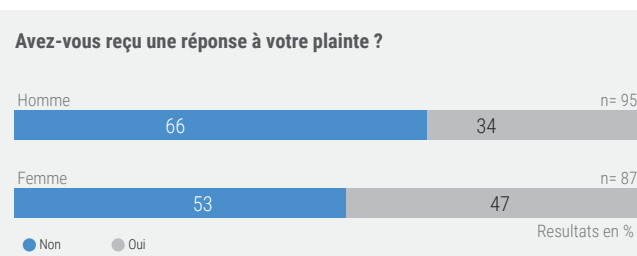
Souvent, les femmes préfèrent des interactions face à face, idéalement avec des travailleurs humanitaires ou des leaders féminines. Les personnes âgées et en situation de handicap, notamment à mobilité réduite, ont besoin d'approches plus individualisées.⁷⁹

Mécanismes de plainte

Un tiers des ménages ont connaissance des mécanismes de retour d'information ou de plainte. Ce taux est encore plus bas pour les ménages dirigés par des femmes.⁸⁰ On note une divergence sensible entre hommes et femmes et selon l'âge, indiquant le besoin de cibler davantage ces groupes lors des sensibilisations sur les mécanismes de plaintes.⁸¹



En outre, plus de trois quarts des ménages (77%) ont le sentiment que leur feedback n'a jamais été ou n'a pas vraiment été suivi d'action.⁸² Des différences considérables par sexe et par âge sont enregistrées : le taux de réponse aux plaintes des femmes et des adultes est le plus élevé, ce qui pourrait indiquer que les plaintes venant de certains groupes sont davantage prises en compte que d'autres.⁸³



La transmission des plaintes en personne, notamment lors de face à face avec des acteurs humanitaires (32%) ou des leaders communautaires (11 pour cent) est préférée, suivi par l'utilisation des boîtes à suggestions⁸⁴

1.6

Impact sur les systèmes et les services

Dans les zones affectées par les conflits armés et les catastrophes naturelles, les infrastructures sociales de base (santé, éducation, distribution d'eau et assainissement, services d'état civil, services techniques) sont régulièrement pillées, endommagées ou détruites. Les écoles et formations sanitaires sont souvent prises pour cibles lors des attaques ou servent d'abris pour les personnes déplacées. Les chiffres de l'année 2022 sont alarmants : plusieurs centaines d'infrastructures sociales de base ont subi des dommages, privant des millions de Congolais des services les plus basiques :

- Entre janvier et septembre 2022, 379 écoles ont été documentées par les partenaires du Cluster Éducation comme ayant été détruites, fermées ou incendiées suite à des attaques par des groupes armés, à des catastrophes naturelles, du fait d'occupation par des groupes armés ou de l'utilisation comme abris par les personnes déplacées. Ainsi, plus de 136 500 enfants ont été privés d'écoles dans plusieurs provinces du pays, principalement en Ituri, au Nord-Kivu, au Tanganyika et au Kasaï Central.⁸⁵
- De janvier à septembre 2022, au moins 20 attaques⁸⁶ contre les formations sanitaires ont été rapportées. En 2021, 23 attaques avaient été rapportées et 46 en 2020. Cela pourrait être lié à une amélioration de la situation ou à un sous-rapportage des données.⁸⁷
- Dans les zones où affluent les populations déplacées, la saturation des infrastructures sociales de base existantes entraînent des défis importants pour la qualité de l'éducation, des soins de santé et des services d'état civil et d'assistance sociale.

La majorité des parcs nationaux de la RDC sont situés dans des zones en conflit ; des sites de déplacés ont été établis autour et même à l'intérieur de parcs. Par ailleurs, dans les zones de conflit, la présence de mines et restes d'engins explosifs (REG) rendent parfois les zones arables inexploitable.

Comme pour les autres infrastructures de base, les marchés sont aussi vulnérables aux chocs - conflits, catastrophes naturelles - qui affectent la RDC. Les contraintes d'accès sécuritaires et physiques - qui résultent des conflits et mouvements de population - limitent l'accès des producteurs aux marchés pour se fournir en intrants et vendre leurs marchandises, ainsi que les échanges commerciaux transfrontaliers. Dans le contexte des provinces frontalières de l'est de la RDC, d'après le suivi mensuel des marchés mené par le Cash Working Group et REACH, les commerçants déclarent régulièrement faire face à des difficultés de réapprovisionnement ou des incidents sécuritaires. En septembre 2022, les commerçants déclarent faire face à des difficultés de réapprovisionnement pour 47% des articles vendus, et 43% des commerçants ont déclaré avoir été témoins ou entendu parler d'un incident de sécurité. Les principales difficultés d'approvisionnement relevées par les commerçants sont les coûts élevés de transport (40%), mauvais état de la route (36%), les prix proposés par les fournisseurs très élevés (35%), coûts de taxes très importants (33%) et insécurité dans les environs de marche (23%).

RUTSHURU CENTRE / NORD-KIVU, JUIN 2022

Une jeune fille déplacée verse de l'eau sur elle pour se rafraîchir. Elle vit à l'Ecole Publique Rugabo avec plus de 2,200 autres personnes déplacées.
Photo : OCHA/Endurance Lum Nji



1.7

Impact sur l'accès humanitaire

De janvier à septembre 2022, 485 incidents d'accès humanitaire ont été notifiés. 151 incidents sont des incidents de violence contre des acteurs humanitaires. Ainsi, 19 travailleurs humanitaires ont été blessés, 4 tués, et 19 enlevés, notamment dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu qui sont les plus affectées par les enlèvements et les braquages de véhicules humanitaires.

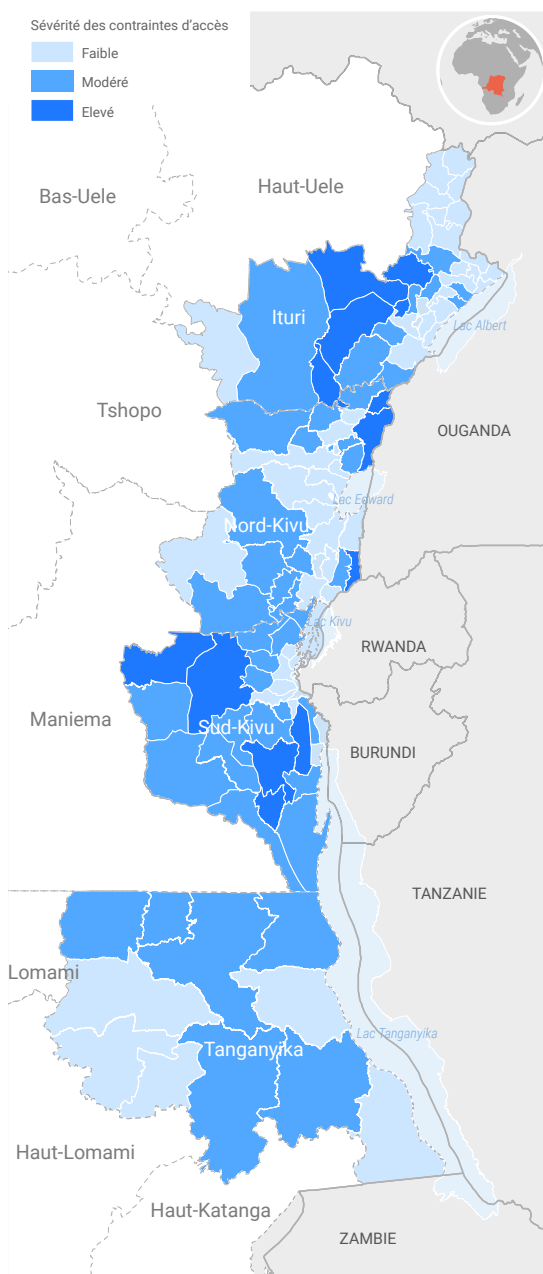
Des restrictions de mouvement, causées par des barrières illégales mais aussi des manifestations, entravent le passage sur certains axes clés. Entre juillet et septembre, une série de manifestations parfois violentes, exprimant le désarroi populaire avec la situation sécuritaire à l'Est, a impacté négativement les opérations humanitaires. A cause des limitations de mouvements du personnel humanitaire entraînées par l'insécurité, les interventions ciblant environ 300 000 bénéficiaires ont connu un retard de mise en œuvre de 8 à 14 jours au Nord-Kivu et Sud-Kivu.

L'utilisation d'armes et la présence de mines, d'engins explosifs improvisés (EEI) et de restes explosifs de guerre (REG) posent des défis d'accès humanitaire. Entre janvier et septembre, 44 incidents causés par des EEI ont été enregistrés, notamment au Nord-Kivu et en Ituri, faisant 56 victimes.

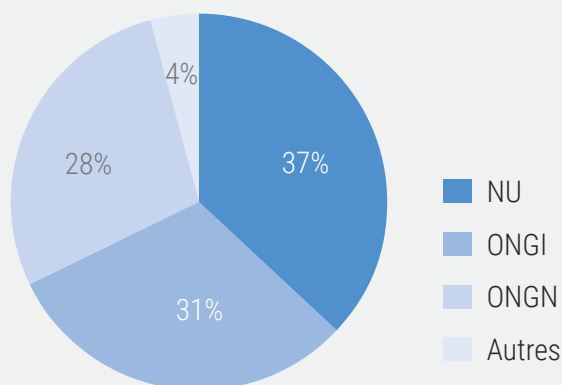
Malgré certaines améliorations en 2022, des contraintes administratives ou bureaucratiques continuent d'être rapportées, aux niveaux national et provincial. L'obtention de documents administratifs et d'autorisations d'intervention constitue souvent un défi considérable. Dans certaines provinces, les autorités provinciales ou locales demandent des autorisations ou des taxes supplémentaires, parfois sans base légale. Les retards douaniers ont entravé les distributions de 392 tonnes de vivres à 32 600 personnes au Kasai durant un mois entier.

La détérioration des infrastructures routières, ainsi que le délabrement des espaces aéroportuaires et des ponts dans la plupart des provinces du pays posent de grands défis pour l'acheminement de l'assistance humanitaire en RDC. Pendant la saison pluvieuse, certains territoires restent inaccessibles en raison du mauvais état des routes.

SÉVÉRITÉ DES CONTRAINTES D'ACCÈS PAR ZONE DE SANTÉ



ORGANISATIONS PARTICIPANTES AUX FOCUS GROUPES



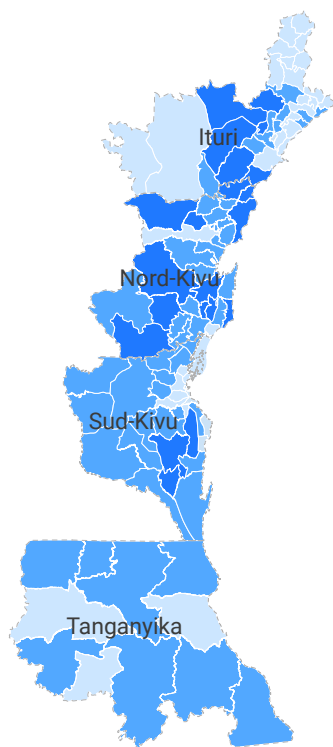
Au mois de septembre 2022, les partenaires humanitaires ont mené des discussions pour développer une cartographie de sévérité de l'accès humanitaire dans les zones de santé des quatre provinces de l'est où sont situés les mécanismes de COHP (Tanganyika, le Nord et le Sud Kivu, et l'Ituri). Sur les 115 zones de santé (ZS) évaluées, les contraintes d'accès sont perçues comme sévères

dans 13 ZS (802 000 personnes dans le besoin), modérées dans 44 ZS (3,7 millions de personnes dans le besoin) et faibles⁸⁸ dans 58 ZS.

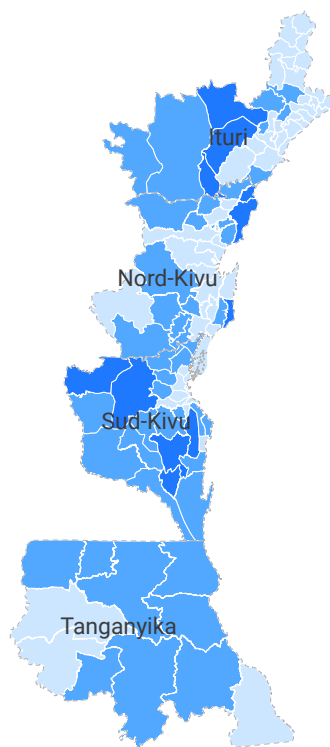
En analysant les résultats par type d'organisation, il en ressort que certaines contraintes d'accès affectent certains types d'organisations plus que d'autres. D'une manière globale, les ONG nationales perçoivent les différentes ZS comme plus accessibles que les ONG internationales et les agences des Nations Unies.

Pour les ONG, les obstacles administratifs, les restrictions des mouvements, et les barrières à l'accès physique restent les défis majeurs. Pour les agences de Nations Unies, à cause des affrontements armés et des opérations militaires, les contraintes d'accès physique constituent les défis prioritaires. A ceci s'ajoutent certaines auto-restrictions, comme les recommandations systématiques d'utiliser des escortes armées sur certains axes, compliquant davantage l'accès.

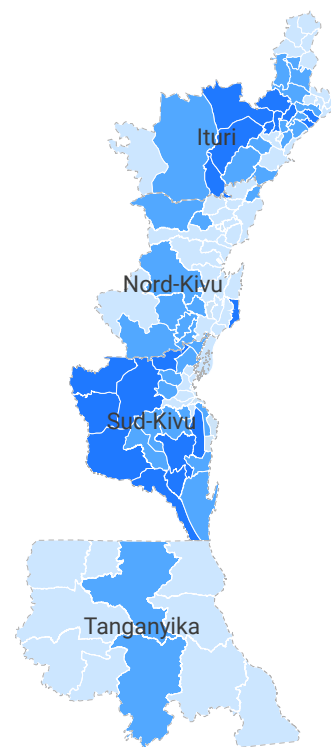
SÉVÉRITÉ DES CONTRAINTES D'ACCÈS PAR TYPE D'ORGANISATION



Nations Unies



ONG Internationales



ONG Nationales

Partie 2 :

Analyse des risques et suivi de la situation et des besoins

DJUGU/ITURI, FEVRIER 2021

Des femmes et des enfants déplacés victimes de plusieurs déplacements, ils sont les plus affectés lors des déplacements.

Photo: OCHA/Serge Mabaluka



2.1

Analyse des risques

Selon l'indice INFORM,⁸⁹ la RDC reste classée au 7^e rang des pays les plus à risque d'être affectés par une nouvelle crise humanitaire en 2023.⁹⁰ En effet, des décennies de crises ont fragilisé la capacité de la RDC à faire face aux chocs. Ceci s'explique notamment par le manque de capacités d'adaptation, de stratégie de prévention et de réduction des risques, et par la grande vulnérabilité socioéconomique, provoquée par de fortes inégalités et l'absence de filets sociaux.

Lors d'ateliers régionaux d'analyse des besoins organisés à travers le pays en septembre 2022, les acteurs humanitaires ont élaboré une analyse des risques, qui examine les facteurs les plus susceptibles d'avoir un impact sévère sur les populations les plus vulnérables. Ils estiment que 41% des 332 zones de santé analysées à l'est et au centre du pays font face à des risques de détérioration sur l'année 2023. Parmi ces dernières, quasiment 30% font face à un risque élevé de détérioration, un score inquiétant au regard des besoins humanitaires déjà immenses dans les provinces concernées. A cela s'ajoutent des craintes quant à la stabilité de l'ouest où des poches d'insécurité se sont déclarées à Kwamouth en 2022. Les participants aux ateliers régionaux ont ainsi identifié quatre facteurs des risques majeurs.

INFORM
INDEX FOR RISK MANAGEMENT

INDICE INFORM

7,6



DANGER & EXPOSITION

7,3



VULNÉRABILITÉ

7,5



MANQUE DE CAPACITÉ
D'ADAPTATION

8,1



Pour plus d'information, visitez: www.inform-index.org

Conflits et insécurité



La RDC risque d'être confrontée à une aggravation des conflits existants voire à l'émergence de nouveaux conflits. Dans le centre et l'ouest du pays, les tensions

intercommunautaires, les conflits fonciers ou de pouvoir coutumier existant pourraient être exploités au niveau politique en lien avec le cycle électoral et donner lieu à des violences. Dans les zones frontalières, les incursions de groupes et d'individus armés étrangers et les tensions entre la RDC et les pays voisins sur la gestion des personnes réfugiées pourraient engendrer de nouvelles tensions ou violences contre les populations civiles. Ceci pourrait entraîner une aggravation des besoins humanitaires dans les zones affectées par des conflits armés, conflits fonciers et intercommunautaires et des opérations militaires.

Les risques identifiés pour l'année 2023 comprennent notamment :

- Conflits intercommunautaires exacerbés dans les zones où des groupes armés ou groupes à base communautaires sont présents, ou dans les zones affectées par des déplacements de population (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika) et dans les zones riches en ressources minières.
- Conflits fonciers ou liés au pouvoir coutumier dans les provinces du Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, Mai-Ndombe, Kwilu, Tanganyika et Haut-Katanga. Aggravation du conflit en cours dans les territoires de Kwamouth et Bagata, dans les provinces du Mai-Ndombe et Kwilu respectivement, et extension jusqu'à la capitale Kinshasa.
- Conflits autour des parcs naturels et aires protégées entre écogardes, groupes armés, et communautés avoisinantes.
- Augmentation de la fréquence des incursions de groupes armés étrangers sur le territoire de la RDC

(Bas-Uele, Haut-Uele, Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu); augmentation des conflits entre éleveurs et agriculteurs dans les mêmes provinces.

- Tensions transfrontalières avec l'Angola (migrants congolais expulsés), le Rwanda et la Zambie.

Aggravation ou détérioration de la situation épidémiologique



En l'absence d'une couverture vaccinale plus importante et d'un système de prise en charge efficace dans les provinces où les épidémies sont endémiques, il existe un risque important que les épidémies continuent d'éclater et menacer la survie des personnes les plus vulnérables, notamment les enfants de moins de cinq ans. Dans les zones où les mouvements de population sont importants et l'accès aux sources d'eau et services d'hygiène est trop faible, ces épidémies risquent d'affecter un nombre croissant de personnes et de laisser des séquelles importantes pour le développement et le bien-être des populations.

En 2022, la RDC a été confrontée à de multiples épidémies : deux d'Ebola (provinces de l'Equateur et du Nord-Kivu), de peste (Ituri), multiples de choléra (Sud-Kivu, Tanganyika, Sankuru, Kasai), de rougeole (toutes les provinces), et de paludisme (toutes les provinces). Le COVID-19 a également continué de toucher l'ensemble du pays. Ces flambées épidémiques risquent de se poursuivre en 2023, notamment :

- Multiplication des épidémies de choléra, paludisme et rougeole dans les zones où ces maladies sont endémiques, avec un risque accru dans les zones affectées par d'importants mouvements de population et une réponse insuffisante en eau, hygiène et assainissement, santé et abris.

Récurrence de catastrophes naturelles et événements climatiques saisonniers



Sans une politique de prévention permettant aux communautés de se préparer aux épisodes climatiques saisonniers et des stratégies de réduction des risques efficaces, les catastrophes naturelles continueront de provoquer des besoins

humanitaires importants, y compris des déplacements de population, de l'insécurité alimentaire, et des problématiques liées à la faiblesse des systèmes d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

En 2023, les risques liés aux catastrophes naturelles demeurent les mêmes que les années précédentes :

- Probabilité d'inondations et de glissements de terrain dans les zones situées à proximité des lacs, des fleuves et des rivières (de mai à novembre dans les provinces de Maniema, Tshopo, Bas-uele, Haut-Uele, Nord-Ubangi, Sud-Ubangi, Mongala, Equateur, Kinshasa ; et de janvier à juin dans les provinces du Haut-Katanga, du Haut-Lomami, du Maniema, du Tanganyika et du Sud-Kivu).
- Destruction des récoltes par des insectes et maladies touchant les plantes.
- Pollution des eaux de rivières par l'extraction minière entraînant une diminution des ressources halieutiques dans les provinces du Kasai et de l'Ituri.

Tensions et conflits liés au cycle électoral



Sans une préparation adéquate et un engagement des acteurs politiques à mener le processus dans la stabilité et le dialogue, il existe un risque de confrontations pouvant aggraver la situation humanitaire à travers le pays.

- Les élections générales qui doivent se tenir en décembre 2023 pourraient amener le pays vers plus de stabilité, tout comme elles pourraient enclencher un cycle de violences.
- Au niveau local, les tensions pré- et post-électorales pourraient être attisées par des discours de haine, la stigmatisation de certains groupes, des tentatives de manipulation politique, y compris au niveau sous-régional, et faire émerger de nouvelles violences ou affrontements armés.
- Au niveau national, si le calendrier électoral ne suit pas les délais initialement prévus, il existe un risque de manifestations sociales et de confrontations entre la population et les forces de l'ordre, comme cela a déjà pu se produire dans le passé.

En termes de risques économiques, les perspectives sont encourageantes malgré la situation au niveau mondial, avec une croissance du PIB en 2022-2023 atteignant 6,6%. Cependant, une baisse des prix des produits de base, de la demande mondiale de minéraux, le conflit russo-ukrainien et les problèmes de sécurité – dans un contexte préexistant d'inégalités – pourraient compromettre ces perspectives et maintenir la population dans la même situation de pauvreté généralisée et de manque d'accès aux biens et services de base.

Par ailleurs, l'ensemble des risques humanitaires identifiés pourraient être aggravés par l'absence de

progrès significatifs en termes de solutions durables pour les personnes déplacées, le manque d'avancées dans l'opérationnalisation de l'approche Nexus (lien entre les acteurs humanitaires, de développement et de paix), et la non mise en œuvre d'approches développementales pour s'attaquer aux causes profondes des crises et éviter le recours à des solutions couteuses à court terme, notamment dans des domaines tels que le renforcement des systèmes de santé et de surveillance sanitaire, la gestion des risques et désastres, la prévention à tous les niveaux, la résolution des conflits etc



NYUNZU/TANGANYIKA, MARS 2022

Mère et filles sous un abri dans un site des déplacés

Photo: OCHA/Endurance Lum Nji

2.2

Suivi de la situation et des besoins

L'impact de la crise humanitaire sur les personnes affectées sera suivi en 2023 au niveau des zones de santé, à travers des indicateurs de sévérité intersectorielle pour les cinq impacts humanitaires qui constituent le cadre d'analyse des besoins en

RDC : 1) les mouvements de population 2) l'insécurité alimentaire aiguë 3) la malnutrition aiguë 4) les épidémies de rougeole, choléra et paludisme, et 5) les problématiques de protection.

Indicateurs de suivi des besoins

#	INDICATEURS	IMPACTS	SOURCES
x01	Nombre de personnes déplacées	Mouvements de population	Statistiques mouvements de population, Commission de mouvements de population (CMP)
x02	Nombre de personnes retournées	Mouvements de population	Statistiques mouvements de population, Commission de mouvements de population (CMP)
x03	Proportion des dépenses alimentaires	Insécurité alimentaire aiguë	Evaluation Sécurité Alimentaire, IPC
x04	Stratégie de survie basée sur les moyens de subsistance	Insécurité alimentaire aiguë	Evaluation Sécurité Alimentaire , IPC
x05	Score de consommation alimentaire et /ou déficit énergétique alimentaire	Insécurité alimentaire aiguë	Evaluation Sécurité Alimentaire, IPC
x06	Prévalence de la malnutrition aiguë globale	Malnutrition aiguë	Enquêtes SMART, Rapports Pronanut, Système National d'Informations Sanitaires (SNIS)
x07	Prévalence de la malnutrition aiguë sévère	Malnutrition aiguë	Enquêtes SMART, Rapports Pronanut, Système National d'Informations Sanitaires
x08	Taux d'attaque de choléra	Épidémies	Système National d'Informations Sanitaires
x09	Taux d'attaque de rougeole	Épidémies	Système National d'Informations Sanitaires
x10	Taux d'attaque de paludisme	Épidémies	Système National d'Informations Sanitaires

Indicateurs de suivi des besoins - suite

	INDICATEURS	IMPACTS	SOURCES
x11	Taux d'attaque de la COVID-19	Épidémies	Système National d'Informations Sanitaires
x12	Taux d'attaque de la MVE	Épidémies	Système National d'Informations Sanitaires
x13	Nombre de cas d'EAFGA rapportés	Protection	Système National d'Informations Sanitaires, Base de données - Désarmement Démobilisation Réintégration, Base de données - Groupe de Travail Protection de l'Enfance (GTPE)
x14	Nombre de cas d'ENA rapportés	Protection	Base de données - GTPE
x15	Prévalence des cas de VBG	Protection	Base de données - Sous-Cluster Violences Basées sur le Genre (VBG), Enquête à indicateurs multiples (MICS), Calculateur Paquet de Service Minimum Initial (MISP)
x16	Nombre de zones géographiques où la présence de mines et/ou REG a été identifiée	Protection	Base de données - Sous-Cluster Lutte Anti-Mines (LAM)
x17	Nombre rapporté de victimes de REG	Protection	Base de données - Sous-Cluster LAM
x18	Nombre rapporté de cas de violations du droit à la propriété	Protection	Base de données - Sous-Cluster Logement, Terre et Propriété (LTP)
x19	Nombre rapporté de violations du droit à la liberté	Protection	Rapport de monitoring de protection, Rapports du suivi des violations du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH), Mécanisme de suivi et rapportage sur les violations graves des droits de l'enfant (MRM)
x20	Nombre rapporté de violations de l'intégrité physique et à la vie	Protection	Rapport de monitoring de protection, Rapports du suivi des violations du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH), Mécanisme de suivi et rapportage sur les violations graves des droits de l'enfant (MRM)

Partie 3 : Aperçu des besoins sectoriels

DJUGU/ITURI, FÉVRIER 2021

Partenaires humanitaires en évaluation sur le site des déplacés de Lindji, zone de santé de Nizi

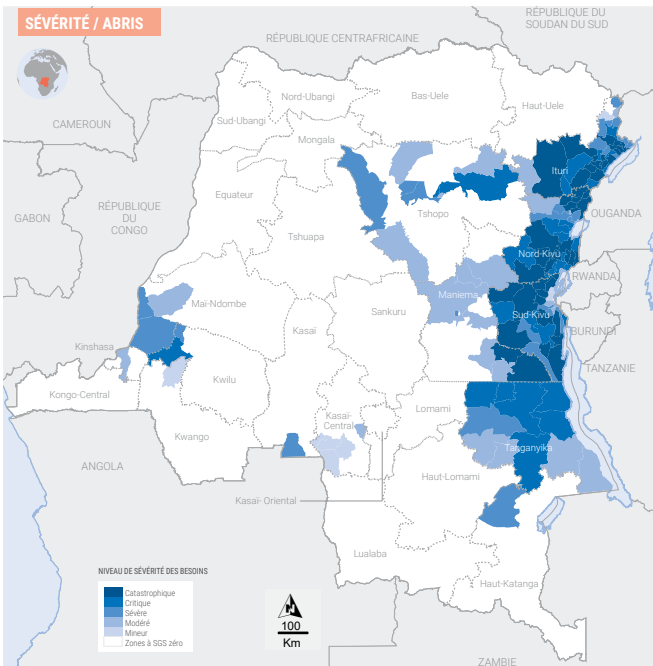
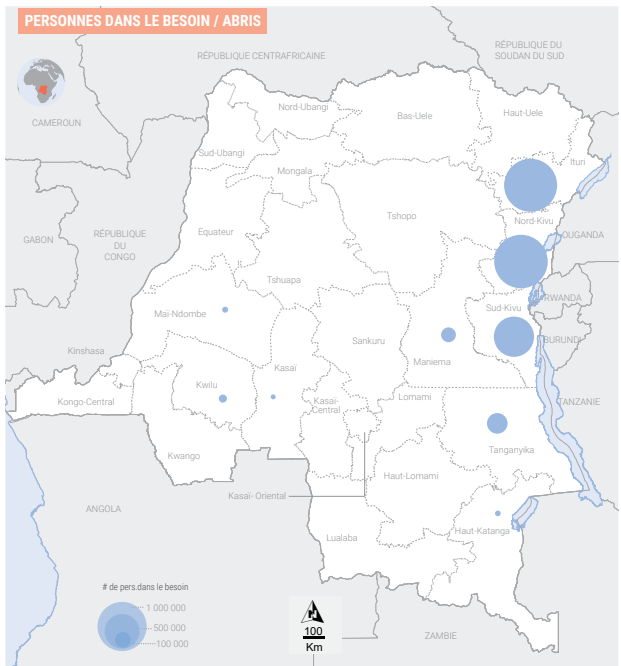
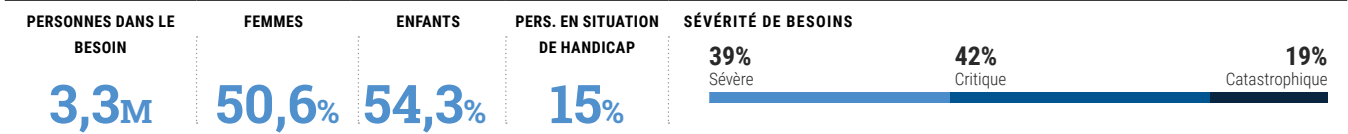
Photo: UNHCR/Justine Dede



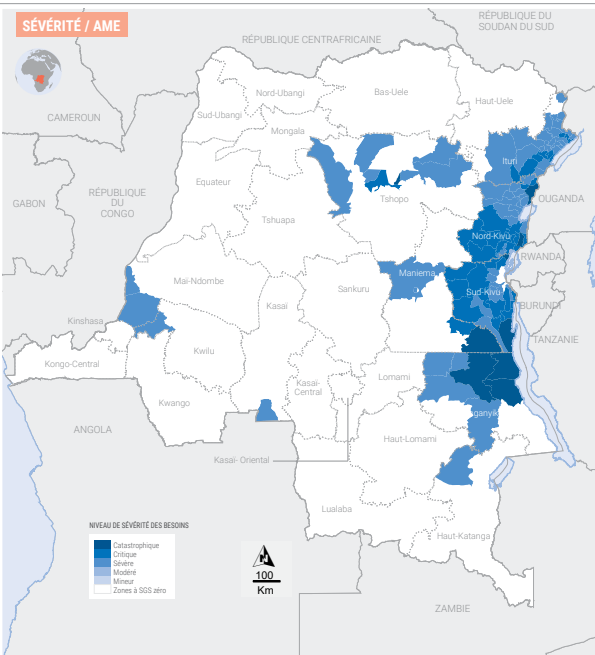
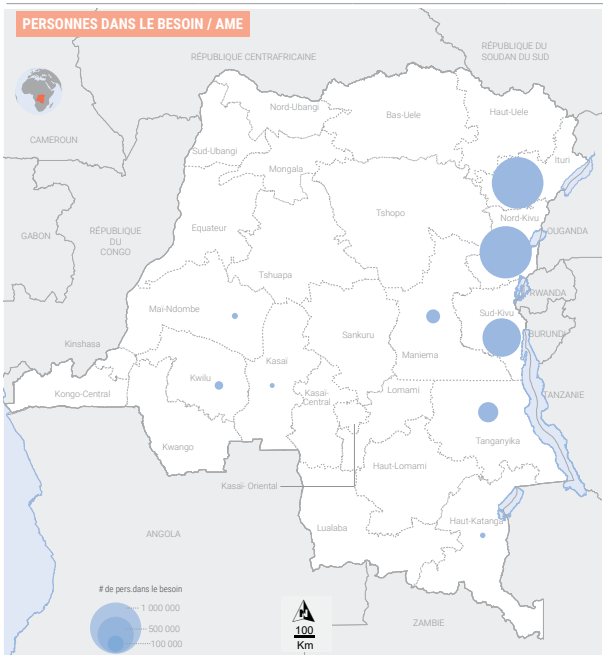
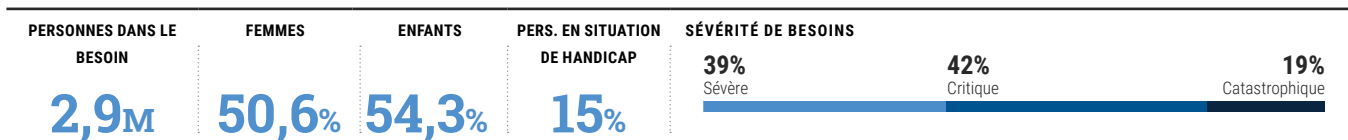
3.1 Abris/Articles Ménagers Essentiels (AME)



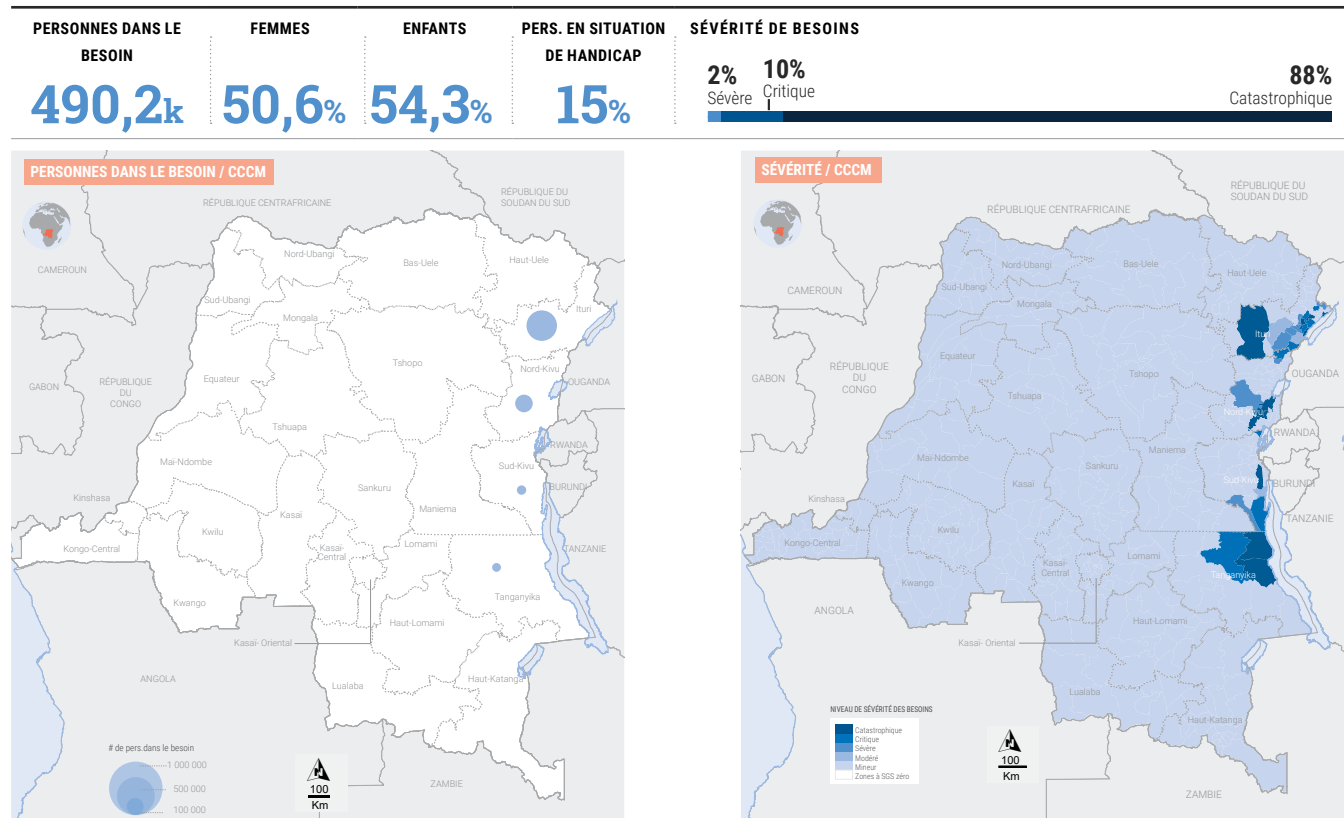
3.1.1 Abris



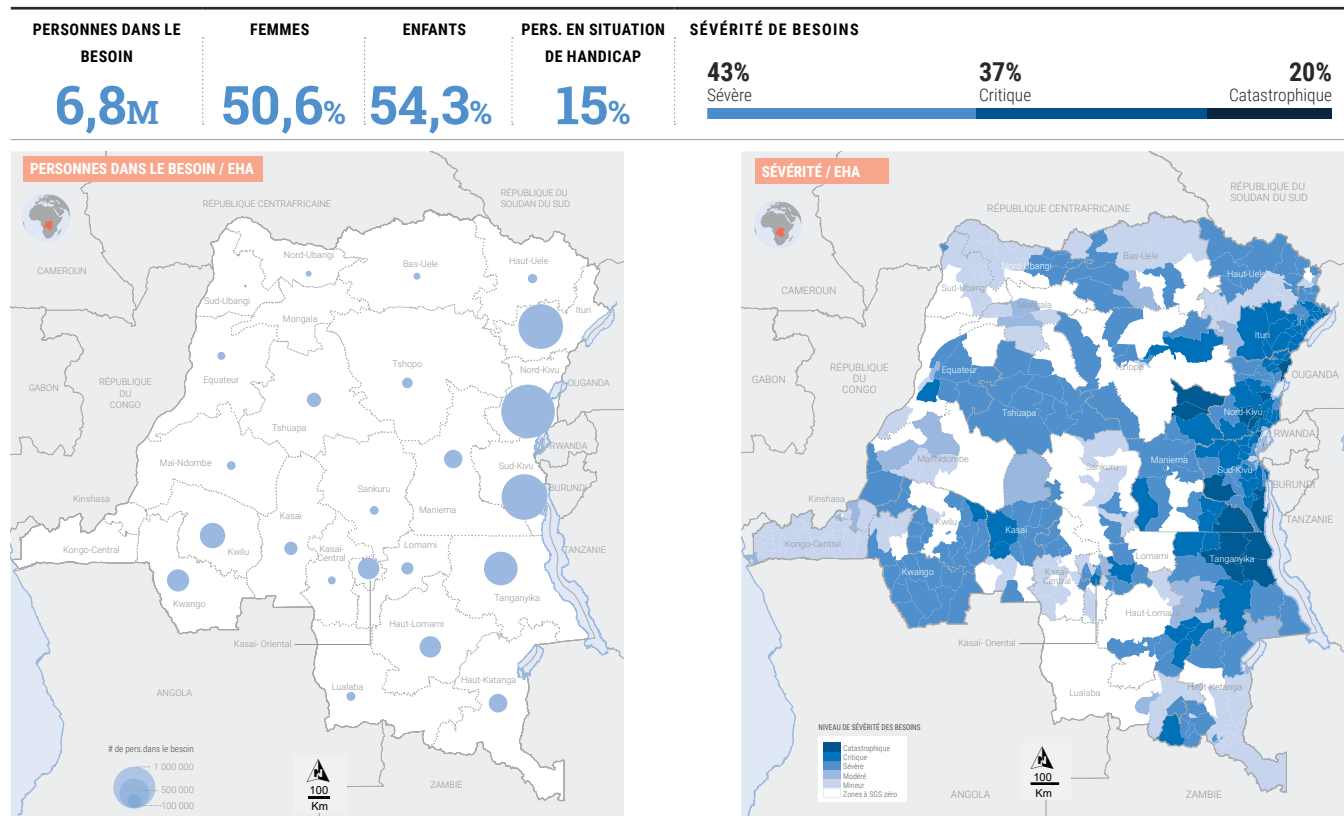
3.1.2 AME



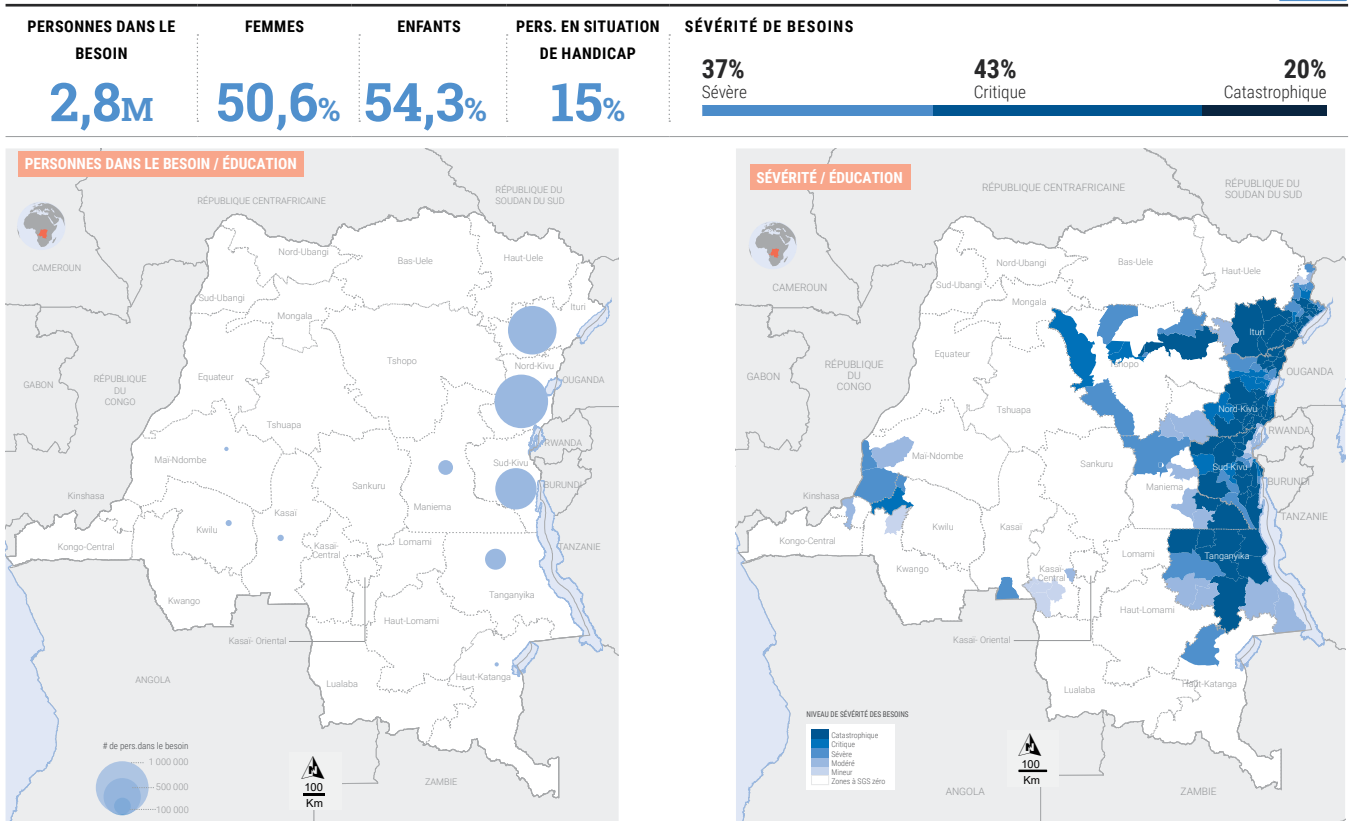
3.2 Coordination / Gestion des Camps (CCCM)



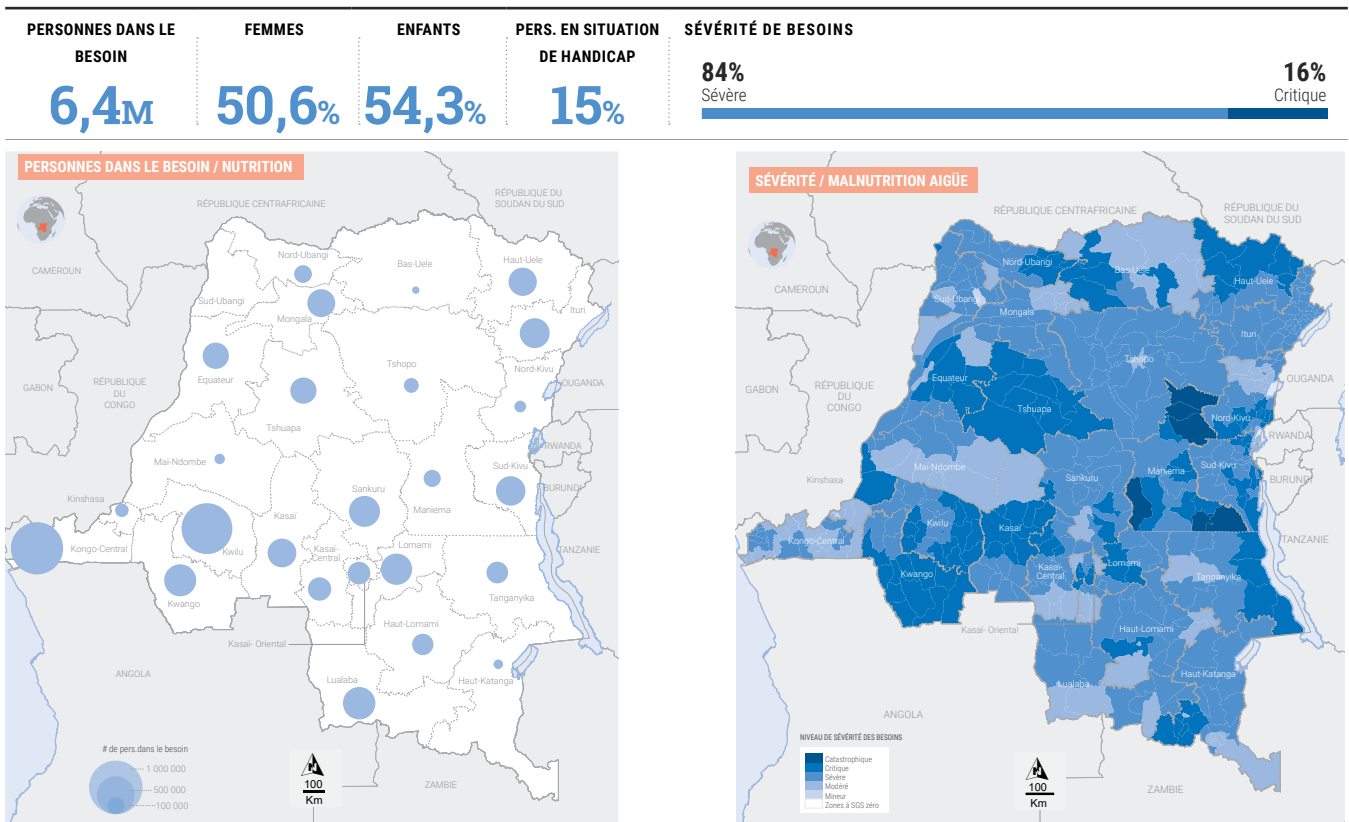
3.3 Eau, Hygiène et Assainissement



3.4 Éducation

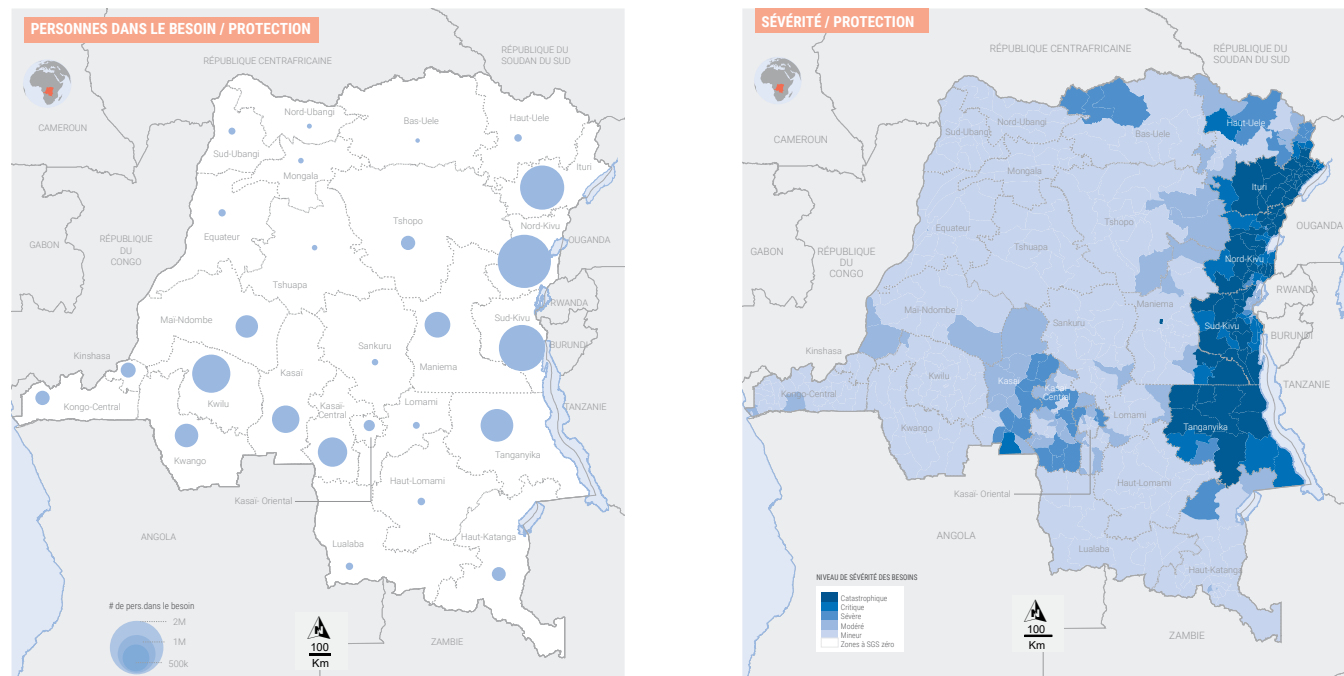


3.5 Nutrition





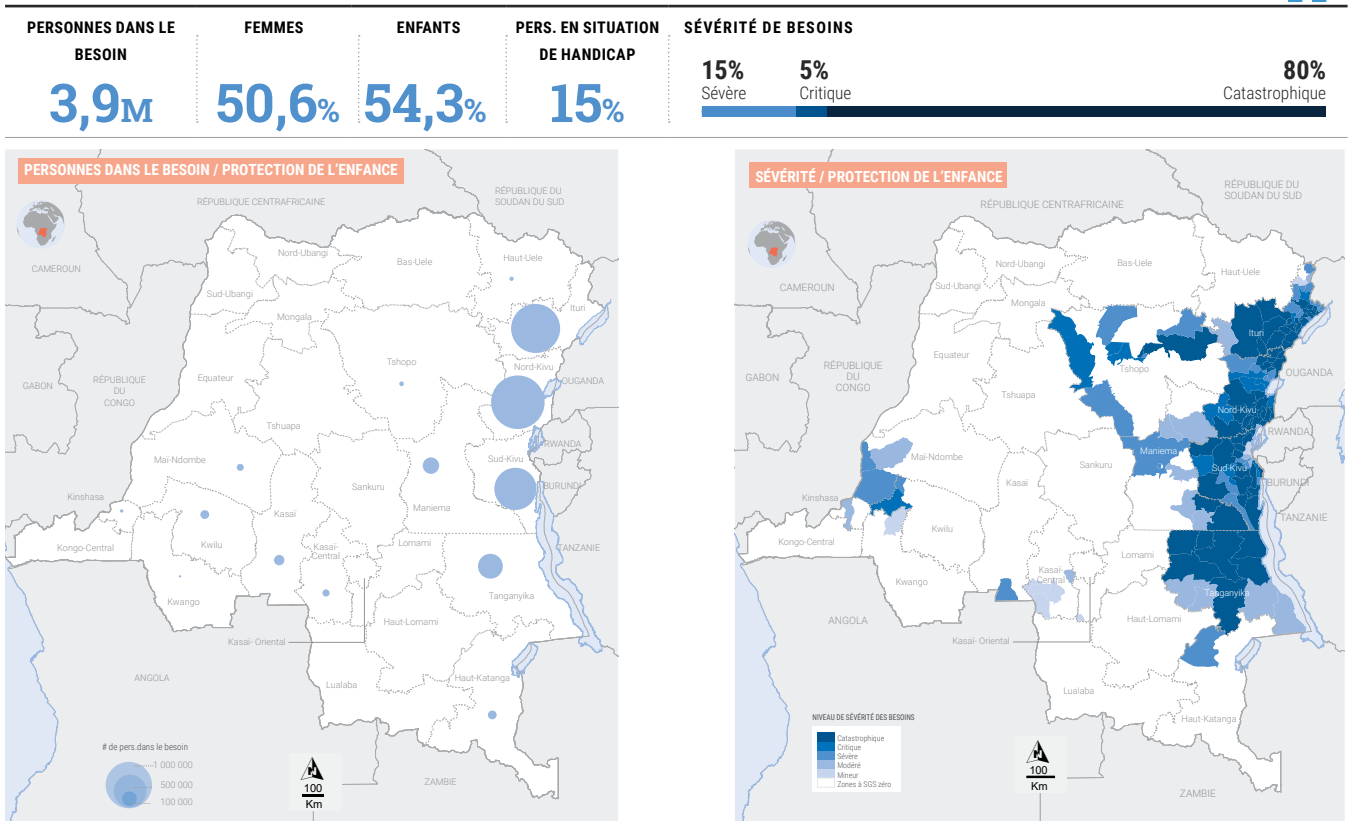
3.6 Protection



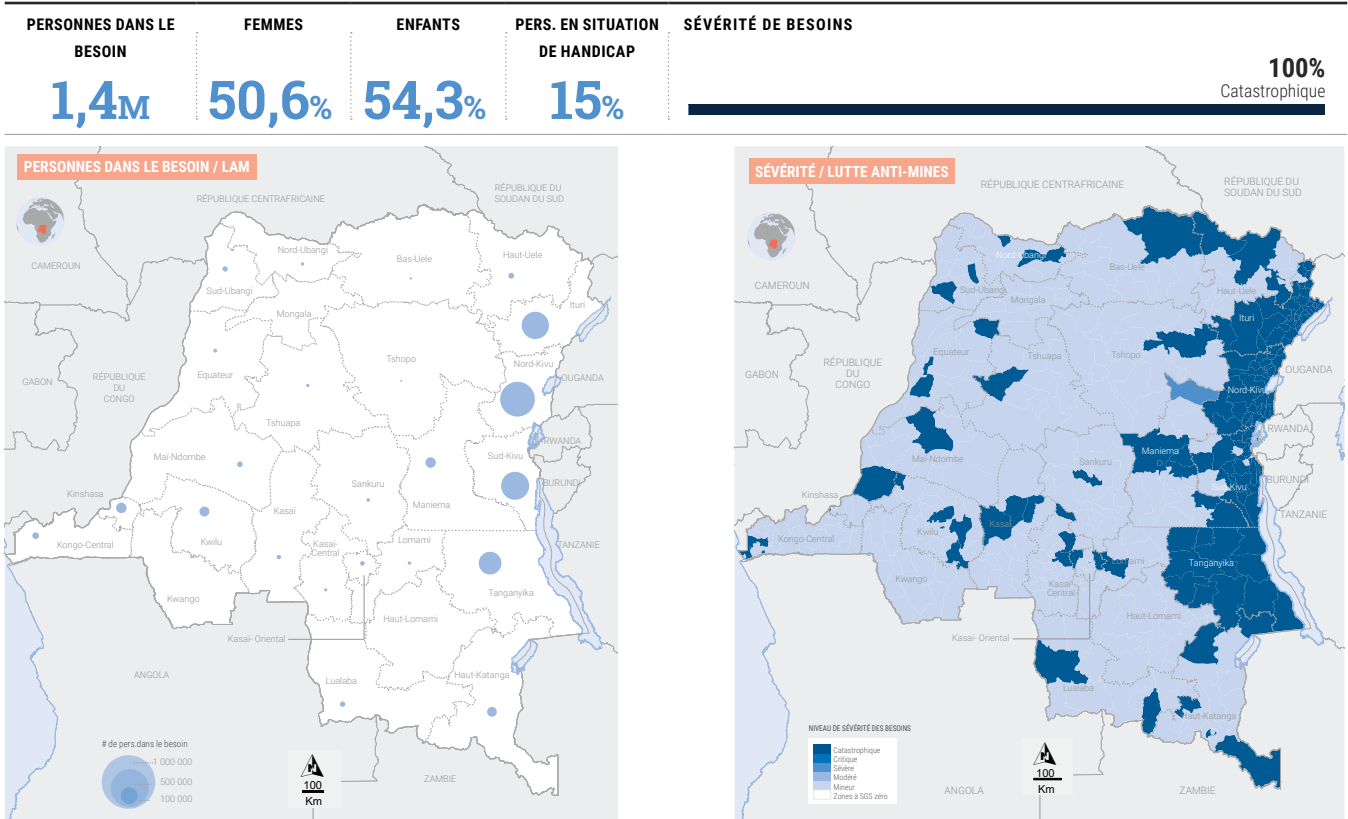
3.6.1 Protection générale



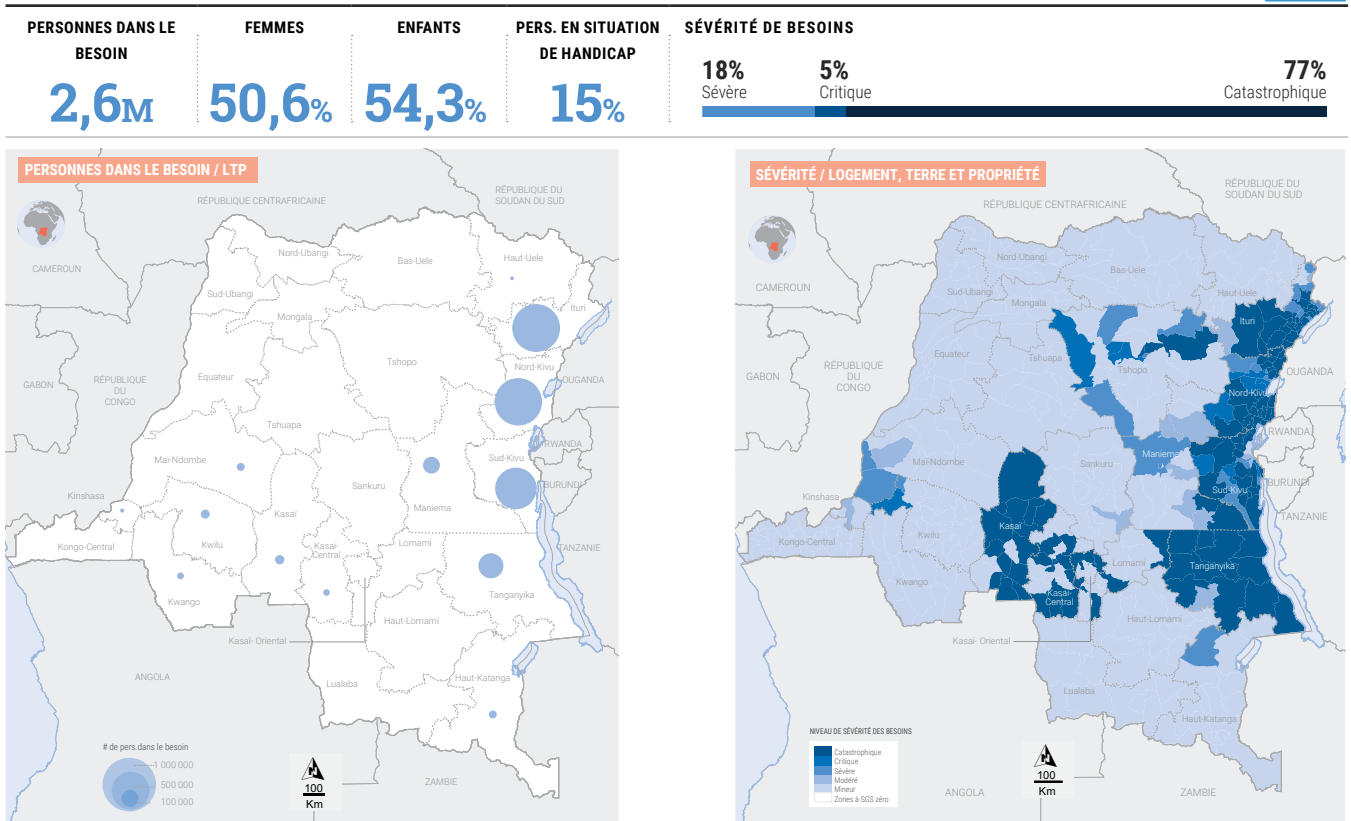
3.6.2 Protection de l'enfance



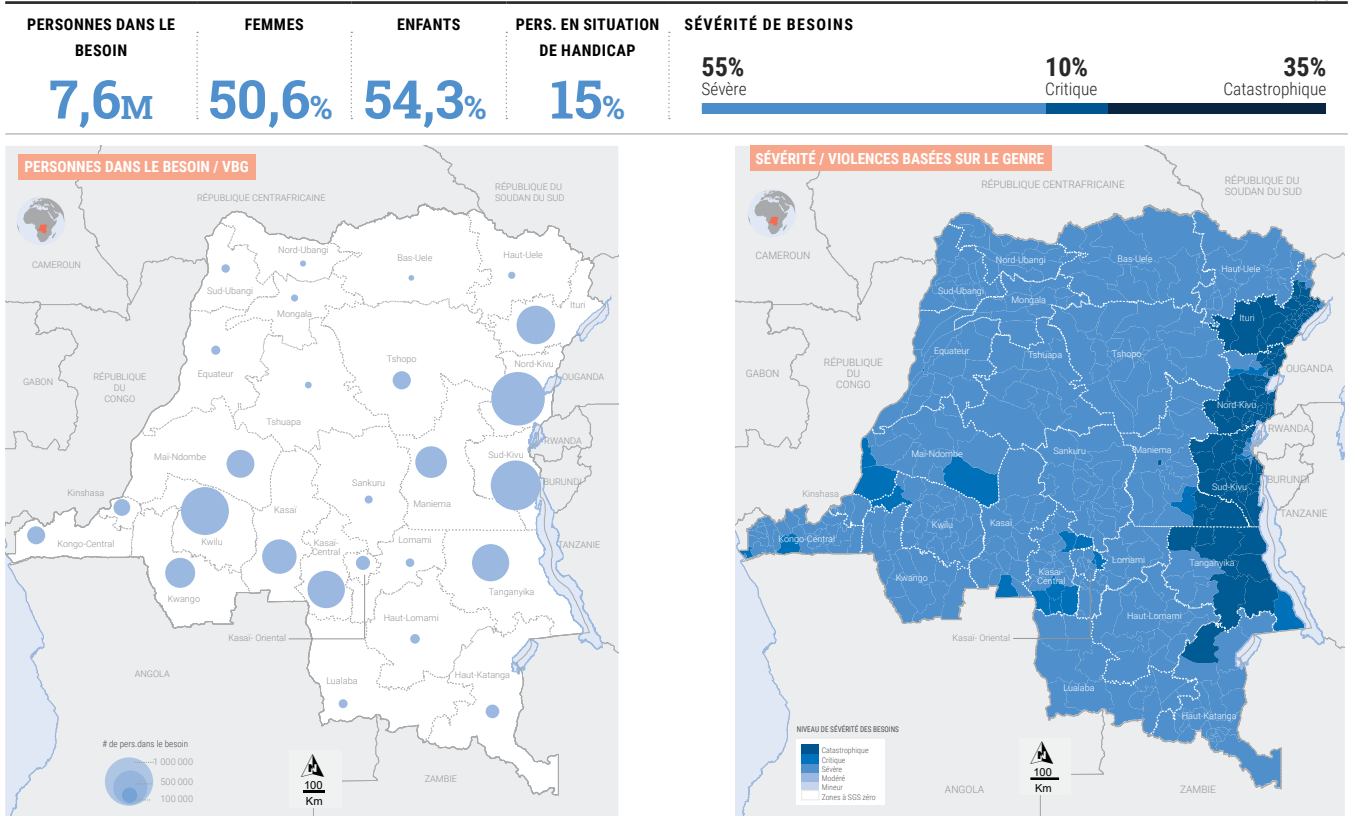
3.6.3 Lutte Anti-Mines



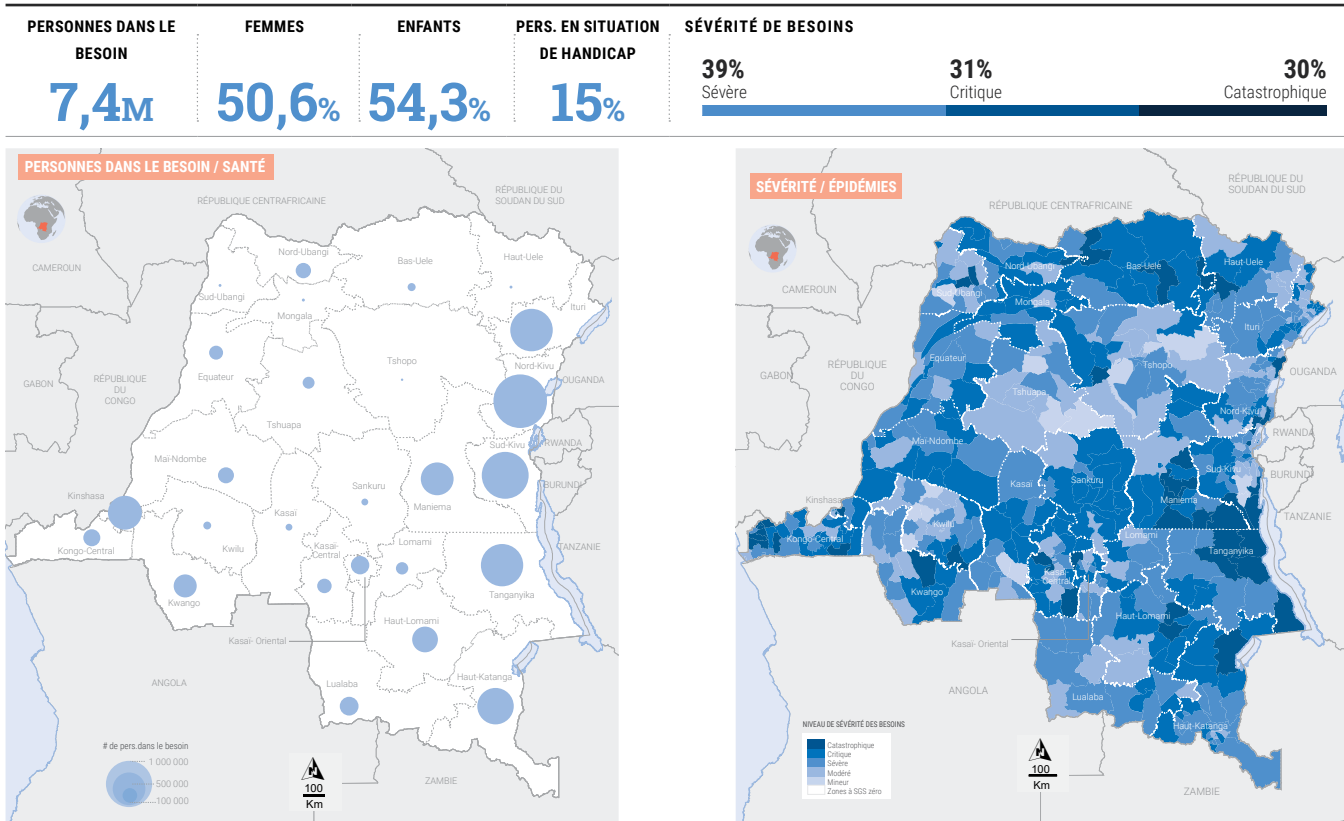
3.6.4 Logement, Terre et Propriété



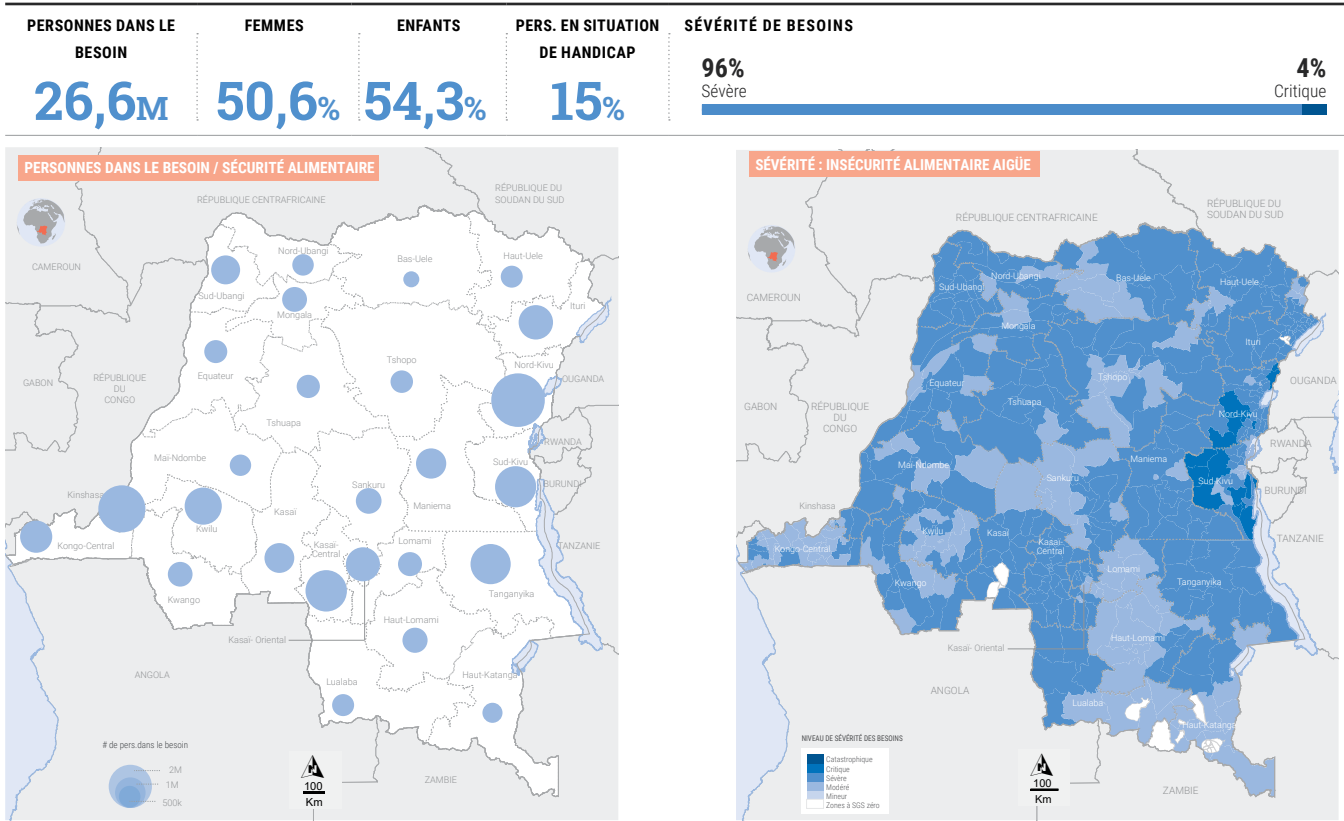
3.6.5 Violences basées sur le genre



3.7 Santé



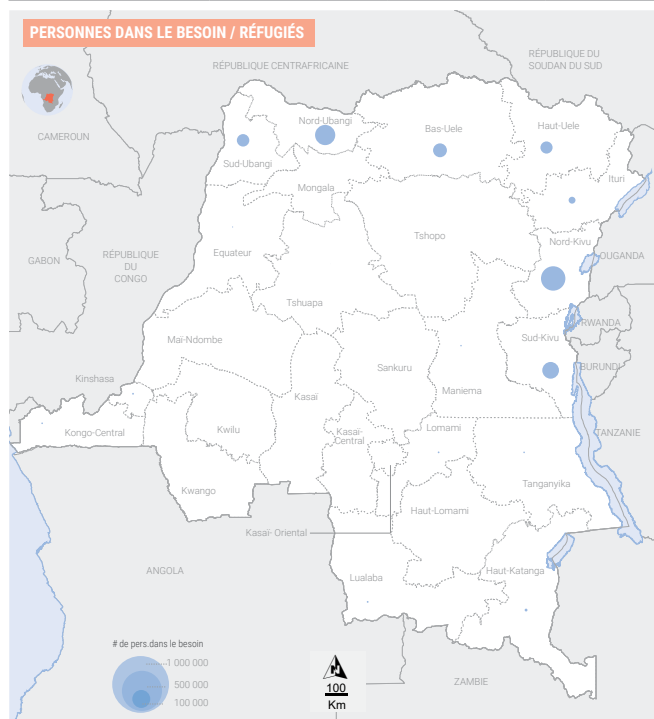
3.8 Sécurité alimentaire



3.9 Assistance multisectorielle aux personnes réfugiées



PERSONNES DANS LE BESOIN	FEMMES	ENFANTS	PERS. EN SITUATION DE HANDICAP
573,2k	50,6%	54,3%	15%



DJUGU/ITURI, MARS 2022

Distribution d'articles non alimentaires au camp de personnes déplacées de Plaine Savo par le

HCR et ses partenaires

Photo: UNHCR/Joel Z Smith



Partie 4 :

Annexes

BENI/NORD-KIVU, AOÛT 2021

Une famille devant leur maison incendiée lors d'une attaque armée à Mangina, commune rurale de la ville de Beni

Photo: OCHA/Endurance Lum Nji



4.1

Méthodologie

En RDC, la communauté humanitaire a adopté un cadre d'analyse intersectoriel qui s'inscrit dans la lignée de la méthodologie globale « Joint Inter-Sectoral Analysis Framework » (JIAF) adaptée au contexte particulier de la RDC.

Ce cadre permet d'identifier les principaux facteurs et causes sous-jacentes de la crise sur la base de l'analyse du contexte et de classifier la sévérité des besoins humanitaires résultant des impacts de la crise sur le bien-être physique et mental et les conditions de vie des personnes, les systèmes, les services et l'accès humanitaire.

Il contribue à la compréhension globale de la coexistence des différents groupes de population à travers l'identification : (i) des zones géographiques et populations affectées par genre et âge ; (ii) des besoins vitaux et liés aux conditions de vie ; (iii) des barrières d'accès aux services de base et à la réponse humanitaire ; (iv) des mécanismes d'adaptation qui exacerbent la vulnérabilité des populations ; (v) de la sévérité des besoins ; et (vi) du nombre de personnes dans le besoin.

Définition de la terminologie

- Le choc ou l'événement désigne un événement soudain ou continu qui perturbe gravement le fonctionnement d'une communauté ou d'une société. Lors de l'analyse, nous cherchons à identifier les caractéristiques et les causes immédiates du choc, y compris le type, l'emplacement, l'intensité, etc. Le choc/événement (sécheresse, cyclone, inondations, conflits, épidémies, etc.) et les zones d'exposition doivent être localisés géographiquement.
- Les impacts sont définis comme les effets premiers de la crise humanitaire et des chocs sur les personnes, sur les services et systèmes et sur l'accès humanitaire :

- Les impacts sur les personnes font par exemple référence aux pertes et aux dommages de biens et de moyens d'existence, aux atteintes à la vie, à l'intégrité physique et mentale et aux mouvements de population.
- Les impacts sur les services et les systèmes englobent quant à eux les dommages causés aux infrastructures et services de base (tels que l'éducation, la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement), mais également aux marchés et sur l'environnement.
- Enfin, les impacts sur l'accès humanitaire concernent les contraintes d'accès physique, sécuritaires et administratives pour fournir l'assistance.
- Conditions humanitaires sont (l'analyse) les conséquences de l'impact du choc/événement sur les personnes. A identifier en termes d'ampleur et analysées en termes de sévérité.

Par exemple : **choc** (conflit) > **impact** (déplacement) > **conditions humanitaires** : vivre sans soins, sans eau potable, avec traumatismes etc. (bien-être physique et mental) ; ou devoir utiliser ses économies pour se nourrir, ou sacrifier son capital pour survivre (détérioration des conditions de vie).

Définition de la sévérité des besoins par zone géographique

Choix des impacts humanitaires

La communauté humanitaire en RDC a retenu cinq impacts humanitaires pour évaluer la sévérité intersectorielle des besoins : (i) les mouvements de population, (ii) l'insécurité alimentaire aiguë, (iii) la malnutrition aiguë, (iv) les épidémies de

choléra, rougeole, paludisme, COVID-19, et (v) les problématiques de protection. Ces impacts sont les mêmes que ceux utilisés dans la planification annuelle 2021 et 2022, les causes et les effets de la crise en RDC n'ayant pas connu de changements majeurs au cours des trois dernières années.

Détermination des indicateurs de sévérité pour les cinq impacts de la crise

Sur la base de la disponibilité des données au niveau des zones de santé, des indicateurs proxy critiques de sévérité ont été choisis afin de déterminer le niveau de sévérité des cinq impacts humanitaires retenus. Les indicateurs de sévérité sont listés sur la page ci-après.

Matrice de sévérité

		1	2	3	4	5
		Mineur	Modéré	Sévère	Critique	Catastrophique
Mouvements de population	Nombre de ménages déplacés/retournés	1 - 999	1 000 - 4 999	5 000 - 19 999	20 000 - 24 999	> 25 000
Insécurité alimentaire aiguë	Phase IPC	1	2	3	4	5
Malnutrition aiguë	Prévalence de la MAG	0 - 2,4	2,5 - 5	5 - 9,9	10 - 14,9	> 15
	Prévalence de la MAS	0 - 1	1,1 - 2	2,1 - 5	5,1 - 10	> 10
	Score global de malnutrition aiguë	1	2	3	4	5
Épidémies	Score global choléra	1	2	3	4	5
	Score global rougeole	1	2	3	4	5
	Score global paludisme	1	2	3	4	5
	Score global COVID-19	1	2	3	4	5
	Score global épidémies	1	2	3	4	5
Protection	Score global protection	1	2	3	4	5

Définition des seuils de sévérité par impact

Des seuils de sévérité ont ensuite été définis pour chacun des indicateurs critiques retenus, sur une échelle de 0 (pas de problème) à 5 (catastrophique). Ces échelles se basent sur des seuils et des standards nationaux, internationaux ou des seuils agréés par la communauté humanitaire en RDC et constituent l'échelle de sévérité intersectorielle présentée ci-dessous.

Application de la sévérité par impact et par zone de santé

Pour chaque zone de santé, les données primaires et secondaires disponibles ont ensuite été classées selon les seuils de sévérité retenus pour chacun des indicateurs critiques d'impact. Ceci a permis de déterminer pour chaque zone de santé : i) le niveau de sévérité de chaque impact, et ii) le nombre de personnes dans le besoin pour chaque impact en fonction du degré de sévérité.

Analyse des risques

Une analyse des risques a été menée par zone de santé pour identifier les zones où la situation humanitaire est la plus à risque de se détériorer en 2023. Ainsi, 332 zones de santé ont été analysées par les partenaires humanitaires lors d'ateliers régionaux de planification organisés par OCHA en septembre 2022 dans cinq pôles où existe un mécanisme de coordination, suivi par un exercice mené par l'Inter-Cluster National pour l'analyse des 187 zones de santé restantes dans la région de l'ouest du pays (519 zones au total).

Pour déterminer le niveau de risque par zone de santé, les partenaires ont estimé pour chaque facteur de risque des impacts humanitaires, sur la base du jugement des experts, le niveau de probabilité que le risque survienne et le niveau d'impact sur les populations si ce risque se produit sur une échelle de 1 à 5. Ils ont ensuite multiplié le niveau de probabilité par le niveau d'impact. Les zones ayant un score de risque entre 0 et 7 sont celles où le risque de détérioration est faible. Celles ayant un score compris entre 8 et 15 sont à risque moyen, et celles entre 16 et 25 à risque élevé. Les zones à risque moyen et élevé sont considérées comme les zones les plus à risque en 2023. Les

facteurs d'amélioration de la situation ont également été identifiés par zone de santé. Cette analyse a permis de définir le scénario le plus probable sur l'évolution de la situation humanitaire en 2023.

Détermination du score de sévérité intersectorielle par zone de santé

Le score de sévérité intersectorielle est dérivé de la combinaison des scores de sévérité de tous les impacts au niveau des zones de santé. Il a été déterminé pour chaque zone de santé considérant que les vulnérabilités de populations dans ces zones sont accrues du fait de la superposition de plusieurs impacts et il a permis de déterminer la sévérité intersectorielle. La médiane du score de sévérité de tous les impacts a été utilisée pour déterminer le score de sévérité intersectorielle pour chaque zone de santé.

La sévérité intersectorielle a été soumise au jugement des experts pour les zones où il n'y a pas eu d'analyse et pour les zones présentant une insuffisance en termes de données. Ce jugement a été fait sur la base de preuves évidentes, de l'analyse des risques pour 2023 et de la connaissance du contexte.

Voici un exemple :

Province	Zone de santé	Mouvement de population	Insécurité alimentaire	Malnutrition	Santé	Protection	Score Global de Sévérié (SGS)
Haut-Uele	Boma-Mangetu	0	3	3	5	1	3
Ituri	Tchomia	5	3	3	5	5	5
Ituri	Angumu	5	3	3	4	5	4
Ituri	Kambala	5	3	3	2	5	3
Nord-Kivu	Karisimbi	4	2	3	5	4	4
Nord-Kivu	Nyiragongo	5	3	3	5	5	5
Nord-Kivu	Masereka	2	3	2	5	3	3
Nord-Kivu	Kalunguta	5	3	2	5	5	5

Estimation du nombre de personnes dans le besoin

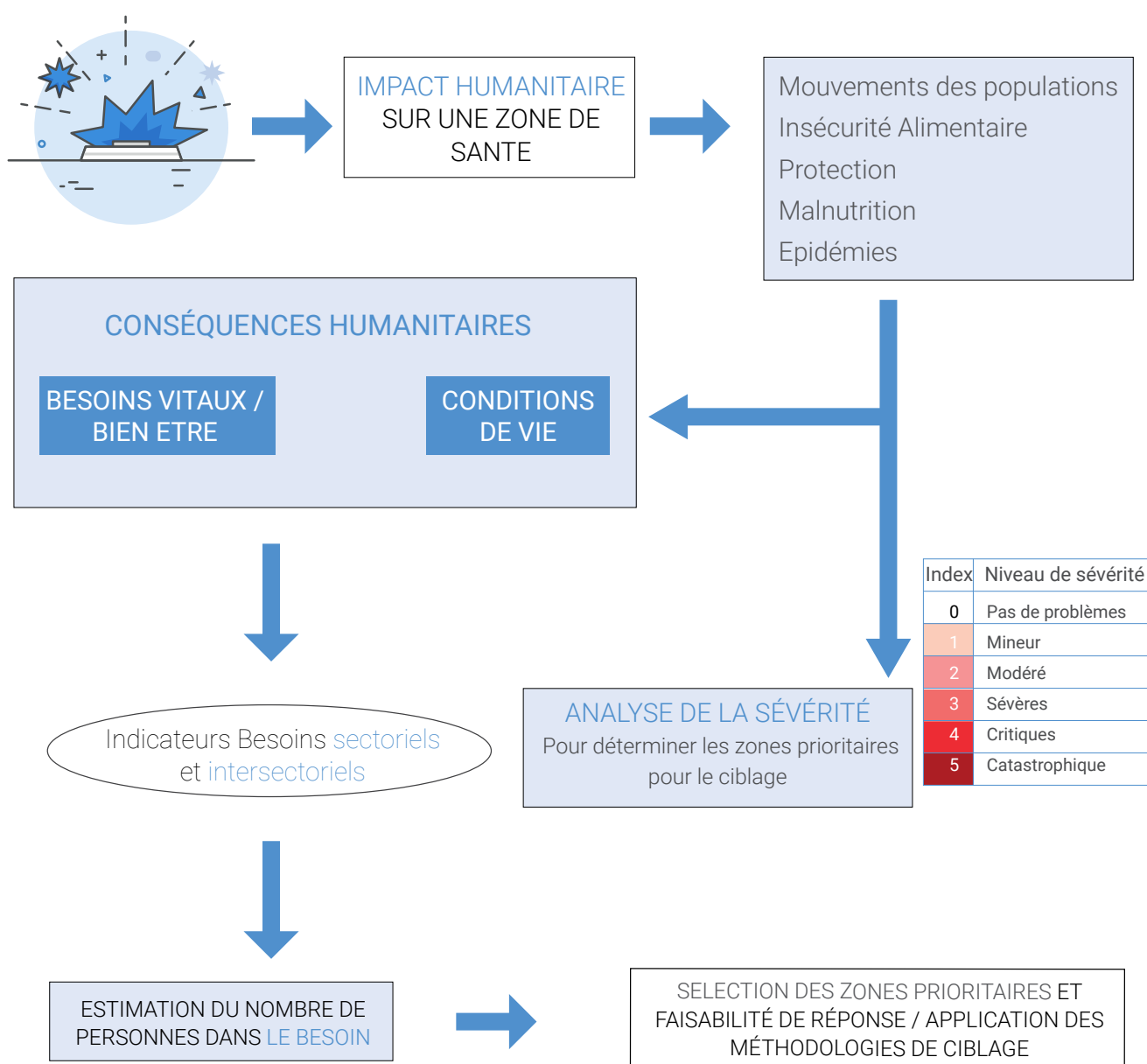
Estimation du nombre de personne dans le besoin par Cluster

Pour chacune des deux conditions humanitaires – à savoir (i) besoins vitaux et liés au bien-être physique et mental et (ii) besoins liés aux conditions de vie, chaque Cluster a défini sa méthodologie de calcul du nombre de personnes dans le besoin en sélectionnant un ensemble d'indicateurs nécessaires pour définir

l'aperçu et l'étendu des besoins sectoriels. Les clusters se sont également assurés de faire en sorte que ces indicateurs soient par leur définition ou par le groupe et le type de population concerné, rattaché à l'une des deux conditions humanitaires. Un effort a également été fait pour renforcer le lien entre la définition des besoins et la stratégie de réponse. Cela a été matérialisé par la mise en place d'un ensemble d'indicateurs de besoins avec un lien sur les activités définies pour répondre à la satisfaction

Résumé de la méthodologie

Récapitulatif de la méthodologie (estimation des personnes dans le besoin)



desdits besoins. Chaque cluster a sur la base du seuil des indicateurs, défini une plage de sévérité et sur base des données disponible par groupe de population réparti des ratios par niveau de sévérité. Le nombre de personnes dans le besoin par cluster a été défini en considérant l'ensemble des groupes de personnes dans les zones de santé selon les niveaux de sévérité de 3 à 5.

Tous les Clusters ont utilisé le nombre de personnes dans le besoin comme base de référence pour le ciblage et la planification humanitaire.

Estimation du nombre total de personnes dans le besoin

Le nombre total de personnes dans le besoin a été calculé sur la base de l'analyse intersectorielle de sévérité et des besoins des groupes les plus vulnérables par conditions humanitaire. Le nombre

actuel de personnes dans le besoin est utilisé comme référence pour la planification 2023.

L'estimation du nombre total de personnes dans le besoin correspond à la valeur maximale calculée pour les conditions humanitaires 1 et 2, et non pas à une addition, afin d'éviter une double comptabilisation. En effet, certaines personnes dans le besoin ont à la fois des besoins vitaux et liés à leur bien-être physique et mental (conditions 1) et des besoins liés à leurs conditions de vie (conditions 2). Les besoins liés aux conditions humanitaires ne peuvent donc pas être additionnés.

Au sein du nombre total de personnes dans le besoin, le nombre de personnes ayant des besoins aigus a été calculé en ne considérant que les zones de santé où le score de sévérité intersectorielle est supérieur à 3 (sévère)

RUTSHURU/NORD-KIVU, JUIN 2022

Personnes déplacées suite aux violences ayant éclaté en mars 2022 dans le territoire de Rutshuru

Photo OCHA/Andurance Lum Nji



4.2

Acronymes

BCNUDH	Bureau Conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme	SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions/ Suivi et évaluation standardisée des urgences et transitions
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante	SMS	Short Message Service/Service de messages courts
CMP	Commission mouvement de population	SNIS	Système national d'informations sanitaires
COPH	Coordination Opérationnelle Humanitaire Provinciale	UNITAR	United Nations Institute for Training and Research
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration		
EEL	Engins explosifs improvisés		
FAMAC	Familles d'accueil	UNOSAT	UNITAR Operational Satellite Applications Programme/ Programme d'applications opérationnelles des satellites de l'UNITAR
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo	VBG	Violences basées sur le genre
FDNB	Forces de Défense Nationale du Burundi	ZS	Zone de santé
FTS	Financial Tracking System/ Système de suivi financier		
GTPE	Groupe de travail Protection de l'Enfance		
IASC	Inter-Agency Standing Committee / Comité Permanent Inter-Agences		
ICCN	Institut Congolais de Conservation de la Nature		
IPC	Integrated Food Security Phase Classification/ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire		
JIAF	Joint Intersectoral Analysis Framework/Cadre commun d'analyse intersectorielle		
LAM	Lutte anti-mines		
LTP	Logement, Terre et Propriété		
MICS	Multiple Indicator Cluster Surveys/Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples		
MISP	Minimum Initial Service Package/Paquet de service minimum initial		
MRM	Monitoring and Reporting Mechanism/Mécanisme de suivi et de rapportage sur les violations graves des droits de l'enfants		
OMS	Organisation Mondiale de la Santé		
ONGI	Organisation non-gouvernementale internationale		
ONGN	Organisation non-gouvernementale nationale		
PDDRCs	Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation		
PIB	Produit Intérieur Brut		
PRONA-NUT	Programme National de Nutrition		
RDC	République Démocratique du Congo		
REG	Restes d'explosifs de guerre		
RN17	Route Nationale 17		

4.3

Notes Finales

1. Conseil de Sécurité, Rapport S/2022/892 du Secrétaire Général sur la MONUSCO, 30 novembre 2022: <https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/sg_report_-_french_s-2022-892.pdf>
2. Programme de Désarmement Démobilisation Relèvement Communautaire et Stabilisation (PDDRCS)
3. <<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rapport-sur-la-torture-et-autres-peines-ou-traitements-cruels-inhumains-ou-degradants-en-republique-democratique-du-congo-du-1er-avril-2019-au-30-avril-2022>>
4. Congo Research Group, Baromètre sécuritaire du Kivu : la cartographie des groupes armés dans l'est du Congo, février 2021. 2021 KST rapport FR.pdf (kivusecurity.nyc3.digitaloceanspaces.com)
5. Crisis Group, Accompagner le dialogue et la démobilisation en RD Congo, 10 octobre 2022 : <<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/great-lakes/democratic-republic-congo/supporting-dialogue-and-demobilisation-dr-congo>>
6. Cluster Protection RDC, Protection Analysis Update, Zone frontalière Nord-Kivu – Ituri, juin 2022 : <<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/zone-frontaliere-nord-kivu-ituri-republique-democratique-du-congo-protection-analysis-update-juin-2022>>
7. MONUSCO, Communiqué de presse Kinshasa 7 décembre 2022 : <https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/cp_au_moins_131_civils_tues_par_le_m23_a_kishishe_et_bambo_selon_une_enquete_preliminaire.pdf>
8. Cluster Protection/ UNHCR Rapport mensuel de monitoring de protection, septembre 2022 : <https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/rapport_national_de_monitoring_de_protection_du_mois_de_septembre_2022.pdf>
9. Cluster Protection/ UNHCR Rapport mensuel de monitoring de protection, septembre 2022 : <https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/rapport_national_de_monitoring_de_protection_du_mois_de_septembre_2022.pdf>
10. Cluster Protection/ UNHCR Rapport mensuel de monitoring de protection, septembre 2022 : <https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/rapport_national_de_monitoring_de_protection_du_mois_de_septembre_2022.pdf>
11. OCHA, RDC - Flash Update : Violences communautaires et déplacements de populations dans la province de Mai-Ndombe, 29 août 2022 : <<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-flash-update-violences-communautaires-et-deplacements-de-populations-dans-la-province-de-mai-ndombe-29-aout-2022>>
12. Crisis Group, Force de l'Afrique de l'Est en RD-Congo: la prudence s'impose, 25 août 2022: <<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/great-lakes/democratic-republic-congo/force-de-lafrique-de-lest-en-rd-congo-la-prudence>>
13. Conseil de Sécurité, Rapport S/2022/892 du Secrétaire Général sur la MONUSCO, 30 novembre 2022: <https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/sg_report_-_french_s-2022-892.pdf>
14. Conseil de Sécurité, Rapport 2/2022/735 du Secrétaire Général, Mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, 4 octobre 2022: <<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N22/612/55/PDF/>>
15. Conseil de Sécurité, Rapport S/2022/892 du Secrétaire Général sur la MONUSCO, 30 novembre 2022: <https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/sg_report_-_french_s-2022-892>
16. MONUSCO, RDC: La MONUSCO apporte son soutien au nouveau Programme de démobilisation des ex-combattants, 1 avril 2022: <<https://monusco.unmissions.org/rdc-la-monusco-apporte-son-soutien-au-nouveau-programme-de-d%C3%A9mobilisation-des-ex-combattants-0>>
17. PDDRCS: <<https://pddrcs.cd>>
18. Conseil de Sécurité, Rapport S/2022/892 du Secrétaire Général sur la MONUSCO, 30 novembre 2022: <https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/sg_report_-_french_s-2022-892.pdf>
19. Conseil de Sécurité, Résolution 2556, 18 décembre 2020 : <https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/s_res_25562020_f.pdf>
20. Observatoire Boutros Ghali du maintien de la paix, Défis et enjeux du plan de retrait de la MONUSCO, septembre 2022 : <https://observatoire-boutros-ghali.org/wp-content/uploads/2022/10/note_obg_defis_enjeux_retrait_monusco_finale_1.pdf>
21. Conseil de Sécurité, Rapport S/2022/892 du Secrétaire Général sur la MONUSCO, 30 novembre 2022: <https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/sg_report_-_french_s-2022-892.pdf>
22. Crisis Group, 10 challenges for the UN in 2022-2023, 14 septembre 2022: <<https://www.crisisgroup.org/b8-united-states/ten-challenges-un-2022-2023>>
23. MONUSCO, En RDC, les déploiements de force doivent s'accompagner de mesures non militaires, déclare l'envoyée de l'ONU, 1er octobre 2022 : <<https://monusco.unmissions.org/en-rdc-les-d%C3%A9ploiements-de-force-doivent-s%E2%80%99accompagner-de-mesures-non-militaires-d%C3%A9clare-l%E2%80%99envoy%C3%A9e>>
24. Observatoire Boutros Ghali du maintien de la paix, Défis et enjeux du plan de retrait de la MONUSCO, septembre 2022 : <https://observatoire-boutros-ghali.org/wp-content/uploads/2022/10/note_obg_defis_enjeux_retrait_monusco_finale_1.pdf>
25. Conseil de Sécurité, Rapport S/2022/892 du Secrétaire Général sur la MONUSCO, 30 novembre 2022: <https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/sg_report_-_french_s-2022-892.pdf>
26. Observatoire Boutros Ghali du maintien de la paix, Défis et enjeux du plan de retrait de la MONUSCO, septembre 2022 : <https://observatoire-boutros-ghali.org/wp-content/uploads/2022/10/note_obg_defis_enjeux_retrait_monusco_finale_1.pdf>
27. Nations Unies, le Conseil de sécurité renouvelle pour un an le mandat

de la MONUSCO et lève l'obligation de notifier les achats d'armes par la RDC, 21 décembre 2022 : <<https://monusco.unmissions.org/le-conseil-de-securite-renouvelle-pour-un-le-mandat-de-la-monusco-et-leve-l-obligation-de-notifier>>

28. Banque Centrale du Congo, Communiqué, 24 novembre 2022: <https://www.bcc.cd/sites/default/files/communiqués/communiqué_de_presse_cpm_du_25_nov_2022.pdf>

29. Projection des données du Système National d'Information Sanitaire (SNIS) pour 2022. Le coefficient de projection utilisé est celui de l'Institut National de la Statistique (INS) récupéré dans l'annuaire national de statistique de 2020.

30. Banque mondiale, Données, Espérance de vie à la naissance, RD-Congo : <<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.LE00.MA.IN?locations=CG>>

31. Banque mondiale en République démocratique du Congo, vue d'ensemble : <<https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview>>

32. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Rapport sur le développement humain, 2021/2022 : <<https://hdr.undp.org/content/human-development-report-2021-22>>

33. Banque mondiale en République démocratique du Congo, vue d'ensemble : <<https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview>>

34. Banque mondiale, Mise à jour économique sur la République Démocratique du Congo 7ème édition, mai 2022 : <<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099455108222219122/pdf/P1715680ffce710ff0a4810e103d1e5a4c4.pdf>>

35. Banque mondiale, Mise à jour économique sur la République Démocratique du Congo 7ème édition, mai 2022 : <<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099455108222219122/pdf/P1715680ffce710ff0a4810e103d1e5a4c4.pdf>>

36. Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Conflits en République Démocratique du Congo : causes, impact et implication pour la région des Grands Lacs : <https://archive.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/conflits_en_rdc_fre-25sept.pdf>

37. Banque Mondiale, Mise à jour économique sur la République Démocratique du Congo 7ème édition, mai 2022 : <<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099455108222219122/pdf/P1715680ffce710ff0a4810e103d1e5a4c4.pdf>>

38. UNICEF, Pauvreté et privations de l'enfant en RDC, année 2021 : <<https://www.unicef.org/drcongo/media/6721/file/COD-2021-NMODA-NATIONAL.pdf>>

39. UNICEF, Pauvreté et privations de l'enfant en RDC, année 2021 : <<https://www.unicef.org/drcongo/media/6721/file/COD-2021-NMODA-NATIONAL.pdf>>

40. Banque Mondiale, Mise à jour économique sur la République Démocratique du Congo 7ème édition, mai 2022 : <<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099455108222219122/pdf/P1715680ffce710ff0a4810e103d1e5a4c4.pdf>>

41. Banque Centrale du Congo, Taux d'inflation hebdomadaire, Institut National de la Statistique : <<https://www.bcc.cd/statistiques/secteur-reel/hebdomadaire/taux-inflation-ins>>

42. Studio Hironnelle, La moitié des Congolais n'ont pas accès aux soins de santé de qualité, octobre 2021 : <<https://www.studiohironnellercd.org/ngoma-ya-kongo/magazines/1033-le-defis-de-l-acces-aux-soins-de-sante.html>>

[de-sante.html](https://www.studiohironnellercd.org/ngoma-ya-kongo/magazines/1033-le-defis-de-l-acces-aux-soins-de-sante.html)

43. Mo Ibrahim Foundation, La COVID-19 en Afrique : les défis de la reprise, 2021 : <<https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2021-12/fr-2021-iiag-interim-report-key-findings.pdf>>

44. Rapport d'état du système éducatif national Ministère de l'enseignement primaire et secondaire : <<chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.unicef.org/drcongo/media/1121/file/COD-rapport-RESEN.pdf>>

45. UNICEF, L'UNICEF soutient la rentrée scolaire 2022 – 2023, septembre 2022 : <<https://www.unicef.org/drcongo/communiqués-presse/rentree-scolaire-2022-2023>>

46. UNICEF, Les enjeux de l'éducation en RDC : priorité sur les filles, septembre 2021 : <<https://www.unicef.org/drcongo/media/6306/file/COD-enjeux-education-priorite-filles.pdf>>

47. UNICEF, Profil des enfants de la République Démocratique du Congo, 2022 : <<https://www.unicef.org/drcongo/media/7201/file/COD-profil-enfants.pdf>>

48. Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics, Cellule Infra, Situation des infrastructures routières en RDC : <<https://www.celluleinfra.org/articles/situation-des-infrastructures-routieres-en-rdc>>

49. Banque Mondiale, Mise à jour économique sur la République Démocratique du Congo 7ème édition, mai 2022 : <<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099455108222219122/pdf/P1715680ffce710ff0a4810e103d1e5a4c4.pdf>>

50. Banque Mondiale, Mise à jour économique sur la République Démocratique du Congo 7ème édition, mai 2022 : <<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099455108222219122/pdf/P1715680ffce710ff0a4810e103d1e5a4c4.pdf>>

51. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Rapport sur le développement humain, 2021/2022 : <<https://hdr.undp.org/content/human-development-report-2021-22>>

52. Banque Mondiale, Diagnostic sur l'autonomisation économique des femmes en RDC : obstacles et opportunités, 2021 : <<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/36703/166495FR.pdf?sequence=8&isAllowed=y>>

53. Banque Mondiale, Diagnostic sur l'autonomisation économique des femmes en RDC : obstacles et opportunités, 2021 : <<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/36703/166495FR.pdf?sequence=8&isAllowed=y>>

54. Réseau Européen pour l'Afrique centrale (EURAC), Elections de 2023 en RDC : rectifier les erreurs du passé pour consolider la démocratie, avril 2022 : <https://www.eurac-network.org/sites/default/files/eurac-rapport_2021-fr-web.pdf>

55. Banque Mondiale, Diagnostic sur l'autonomisation économique des femmes en RDC : obstacles et opportunités, 2021 : <<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/36703/166495FR.pdf?sequence=8&isAllowed=y>>

56. Banque Mondiale, Diagnostic sur l'autonomisation économique des femmes en RDC : obstacles et opportunités, 2021 : <<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/36703/166495FR.pdf?sequence=8&isAllowed=y>>

57. ECPAT, Note d'information : l'exploitation sexuelle des enfants en République démocratique du Congo, septembre 2021 : <<https://ecpat.org/>>

[wp-content/uploads/2021/11/FRE-Briefing-Paper_Sexual-Exploitation-of-Children-in-DRC_FINAL_29November2021.pdf](#) >

58. Banque Mondiale, base de données, 2020 : <<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.ADO.TFRT?locations=ZG>>

59. Oversee Advising Group et Handicap International, prise en compte des personnes en situation de handicap dans la réponse humanitaire en RDC, Enquête CAP (Connaissances, Attitudes et Pratiques) multisectorielle couplée avec les questions du Washington Group, octobre 2021 : <<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo/document/rd-congo-prise-en-compte-des-personnes-handicap%C3%A9es>>

60. Mo Ibrahim Foundation, The Road to COP27 Making Africa's Case in the Climate debate, Facts and figures, May 2022: <https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2022-05/2022-Ibrahim-Forum_Facts-Figures.pdf>

61. RDC, Ministère de l'Environnement et du développement durable, Plan national d'adaptation au changement climatique 2022-2026, novembre 2021 : <<https://medd.gouv.cd/plan-national-dadaptation-aux-changements-climatiques-2022-2026/>>

62. Notre Dame Global Adaptation Initiative, Index par pays 2022 : <<https://gain.nd.edu/our-work/country-index/>>

63. Institut royal d'aéronomie spatiale de Belgique, "Le volcan le plus dangereux d'Afrique peut entrer en éruption sans signaux précurseurs clairs" : <<https://www.aeronomie.be/fr/nouvelles/2022/volcan-plus-dangereux-dafrique-peut-entrer-en-eruption-sans-signaux-precurseurs>>

64. Institut royal d'aéronomie spatiale de Belgique, "Le volcan le plus dangereux d'Afrique peut entrer en éruption sans signaux précurseurs clairs" : <<https://www.aeronomie.be/fr/nouvelles/2022/volcan-plus-dangereux-dafrique-peut-entrer-en-eruption-sans-signaux-precurseurs>>

65. IPC, République Démocratique du Congo : Aperçu de la sécurité alimentaire et de la nutrition | juillet 2022 – juin 2023 : <<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-aperçu-de-la-sécurité-alimentaire-et-de-la-nutrition-juillet-2022-juin-2023>>

66. Il s'agit de 7 pour cent d'enfant souffrant d'émaciation générale. UNICEF, Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) RDC 2017-2018, décembre 2019 : <https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS6/West%20and%20Central%20Africa/Congo%2C%20Democratic%20Republic%20of%20the/2017-2018/Survey%20findings/Congo%2C%20Democratic%20Republic%20of%20the%2C%202017-18%20MICS%20SFR_French.pdf>

67. BCNUDH, Analyse de la situation des droits de l'Homme, janvier-juin 2022.

68. D'après la MSNA, certaines ZS démontrent une prépondérance de certains besoins : Eau potable : Kabalo (90%), Kimbi Lulenge (89%) - Abri : Kimbi Lulenge (84%), Nundu (79%) - Santé : Kansimba (78%), Kabalo (75%) - Remboursement de dettes : Kaziba (46%), Nyangezi (45%)

69. Sources : Reach, MSNA, Tanganyika et Sud Kivu et GTS, sondage de perceptions, Sud Kivu, Nord Kivu, Ituri

70. Option de réponse non-disponible pour la MSNA.

71. Reach, MSNA, Tanganyika et Sud Kivu

72. Discussions en groupe (FGD), menées sous la direction des COHP au

Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Ituri, Kasai Central, Kasai

73. Il sied de noter le décalage considérable selon la province : 41% au Sud-Kivu contre 23% au Tanganyika indiquent ne pas avoir été consultés

74. Reach, MSNA, Tanganyika et Sud Kivu

75. Discussions en groupe (FGD), menées sous la direction des COHP au Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Ituri, Kasai Central, Kasai

76. GTS, sondage de perceptions, Sud Kivu, Nord Kivu, Ituri

77. GTS, sondage de perceptions, Sud Kivu, Nord Kivu, Ituri

78. Reach, MSNA, Tanganyika et Sud Kivu

79. FGD, menées sous la direction des COHP au Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Ituri, Kasai Central, Kasai

80. Reach, MSNA, Tanganyika et Sud Kivu

81. GTS, sondage de perceptions, Sud Kivu, Nord Kivu, Ituri

82. Reach, MSNA, Tanganyika et Sud Kivu

83. GTS, sondage de perceptions, Sud Kivu, Nord Kivu, Ituri

84. GTS, sondage de perceptions, Sud Kivu, Nord Kivu, Ituri. D'une certaine manière, ces priorités sont confirmées par la MSNA qui indique également une préférence pour les plaintes face à face avec les acteurs humanitaires directement (24%) et pour les boîtes à plainte (37%).

85. Cluster Education RDC : Écoles Attaquées/Détruites – janvier à septembre 2022 : Ecole fermées, attaquées, détruites, incendiées EN RDC T3 2022 | HumanitarianResponse

86. Chiffre sous embargo avant publication officielle

87. Système de surveillance des attaques sur les soins de santé (SSA) : <<https://extranet.who.int/ssa/Index.aspx>>

88. Définitions : Faible : Malgré la présence de certains défis et obstacles notamment des acteurs armés, des restrictions de mouvement, des contraintes logistiques, les organisations humanitaires peuvent atteindre toutes ou presque toutes les personnes ciblées dans le besoin. Modéré : Les interventions humanitaires se poursuivent dans ces zones en dépit des restrictions régulières (contraintes d'accès modérées) pour les humanitaires et/ou pour les populations ciblées. Severe : Même avec des ressources adéquates, la majorité de personnes dans le besoin ne peut pas être atteinte.

89. L'indice pour la gestion des risques (INFORM) est un outil qui permet de comprendre et de mesurer les risques de catastrophes et de crises humanitaires et l'influence des conditions de leur survenance sur le développement durable. Il peut alimenter les décisions en matière de prévention, de préparation et d'intervention. Le modèle de risque INFORM est basé sur des concepts de risque publiés dans la littérature scientifique et envisage trois dimensions de risque : les dangers et l'exposition, la vulnérabilité et le manque de capacités d'adaptation. Ils sont conceptualisés dans une relation de contrepoids : le risque de quoi (risque naturel et humain) et le risque de quoi (population). INFORM est une collaboration entre le groupe de référence du IASC sur le Risque, l'alerte précoce et la préparation, et la Commission Européenne.

90. INFORM Index, score 2023: <<https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/INFORM-Risk/Country-Risk-Profile>>

